

*Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !*

# Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°5-6. Juin-Juillet 2003 (numéro double spécial). Prix : 1 €.

---

*mouvement de mai-juin 2003*

## premier bilan... et perspectives

- La **GRÈVE GÉNÉRALE TRAHIE** par les dirigeants CGT, FO et FSU ;
- La **CRISE POLITIQUE** seulement différée : quelle alternative ?
- La **POLITIQUE DE LO, DE LA LCR ET DU PT** (remarques critiques, contribution à la discussion sur le parti que nous voulons).

## Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « Programme CRI » (lisible sur notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subissent plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subissent pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être appropriés collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider la prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales du capital, les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis près de soixante-dix ans, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quels que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, en particulier de la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale, ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, tout en maintenant à leur manière, sous une forme ou sous une autre, une certaine « continuité déformée » du communisme révolutionnaire internationaliste, les organisations actuelles, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes (opportunistes et/ou sectaires)**, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière vraisemblablement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues dans ce pays, de la direction centriste droitiste (opportuniste-réformiste) de la « Quatrième Internationale-Secrétariat Unifié » (la L.C.R. en France), de la direction centriste trade-unioniste (para-syndicale) et « démocratiste » de la « Quatrième Internationale » dite « lambertiste » (en France, le C.C.I., auquel se réduit pratiquement le P.T.), et de la direction centriste sectaire-attentiste de l'« Union Communiste Internationaliste » (L.O.).

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de la IVe Internationale**, contre lesquels il lutte politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront réellement la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).

**Numéro ISSN** : en cours.

**Tirage et vente (record !)** du n°4 (mai 2003) : 710 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant).

**Contacts** : 06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr) — **Site Internet** : <http://groupecri.free.fr>

**Comité de rédaction** : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

FRANCE

## MOUVEMENT DE MAI-JUIN 2003 : PREMIER BILAN, PREMIÈRES PERSPECTIVES

*Au moment où nous bouclons ce numéro spécial de notre journal, essentiellement consacré au grand mouvement social de mai-juin 2003 contre Chirac-Raffarin, celui-ci se termine. Il n'aura pas réussi à se développer en une grève générale, qui seule aurait été capable de faire céder le gouvernement, de le vaincre, et aurait par là même ouvert dans ce pays une situation de crise politique majeure, aux développements imprévisibles. Il est donc temps de tirer un premier bilan politique, de montrer les responsabilités des uns et des autres, d'essayer de saisir les forces et les limites de cette grande mobilisation, de dégager les tendances qu'elle révèle, les germes qu'elle recèle, dans le but de préparer les luttes à venir.*

### Mai-juin 1968...

La dernière grève générale qui ait eu lieu en France est celle de 1968. Il s'agissait d'une grève générale offensive, immédiatement politique, de 8 millions de travailleurs, qui avait été imposée aux bureaucraties syndicales et aux partis de gauche, à commencer par le puissant PCF d'alors. Ceux-ci avaient de concert réussi à briser cette mobilisation sans précédent pour empêcher la situation de devenir révolutionnaire, pour sauver De Gaulle et la Ve République en acceptant de résoudre la crise politique par la voie électorale, au lieu de diriger les travailleurs vers la prise du pouvoir. Ils avaient agi ainsi conformément aux intérêts et aux objectifs historiques de tous les réformistes (les dirigeants du mouvement ouvrier qui veulent « améliorer » le système capitaliste au lieu de le détruire) et de la bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire (la direction des partis communistes qui canalisait les luttes de classe nationales et internationales pour qu'elles n'aboutissent jamais à la révolution socialiste, afin de préserver les intérêts de la catégorie sociale dominante et contre-révolutionnaire en U.R.S.S., au nom de la construction d'un soi-disant « socialisme » dans ce pays et les pays satellites). Le mouvement de mai-juin 1968 n'en avait pas moins ouvert, en France et à

l'échelle internationale, un cycle de combativité ouvrière de grande ampleur, même si ce dernier ne parvint jamais à déborder le cadre imposé par les appareils bureaucratiques tout-puissants du mouvement ouvrier, faute d'un parti communiste révolutionnaire internationaliste de masse.

### Novembre-décembre 1995...

En novembre-décembre 1995, il n'y eut pas de grève générale, mais une situation de montée puissante vers la grève générale. La situation était complètement différente de celle que le pays avait connue en 1968. Le mouvement s'inscrivait, en effet, au cœur d'une période de plus de quinze ans de reculs et de défaites de la classe ouvrière, en France et dans le monde. La contre-offensive de la bourgeoisie internationale, commencée à la fin des années 1970, battait son plein, réagissant à la baisse du taux de profit qu'elle avait subie pendant les années 1960 et 1970, et précipitant *la crise du mouvement ouvrier lui-même* : d'un côté, la social-démocratie (les partis « socialistes » et les dirigeants des syndicats réformistes) fut chargée de mettre en œuvre elle-même la politique réactionnaire exigée par le capital (notamment en France); de l'autre, l'amplification des pressions économiques, politiques et militaires de l'impérialisme sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est aggrava la crise du mode de production et du régime stalinien de ces pays, et aboutit finalement à leur effondrement, puis, par ricochet, à l'effondrement ou la décomposition des partis staliniens partout dans le monde.

Or, après des années de crise profonde du mouvement ouvrier (crise des organisations traditionnelles, désyndicalisation massive, chute de la combativité et de la conscience ouvrières), après la transformation progressive, mais certaine, du PS en parti bourgeois, et avec le déclin irréversible du PCF, la couche sociale des bureaucrates syndicaux (les dirigeants réformistes et ex-staliniens des syndicats ouvriers) commençait à craindre sérieusement pour son existence même. En effet, les organisations ouvrières, même

lorsqu'elles sont depuis des décennies aux mains des bureaucrates, ne peuvent exister que si elles représentent et défendent un minimum — à leur manière — les intérêts des travailleurs, si une partie au moins des travailleurs conscients leur accorde suffisamment de confiance pour leur permettre de continuer à fonctionner. En France tout particulièrement, où la syndicalisation a toujours été un phénomène très minoritaire (sauf périodes exceptionnelles), il devenait urgent, pour les dirigeants syndicaux eux-mêmes, de montrer qu'ils servaient encore à quelque chose, qu'ils ne pouvaient tout de même pas laisser démanteler sans rien faire, ou du moins sans faire semblant de faire quelque chose, les conquêtes ouvrières qu'ils avaient toujours présentées comme le produit de leur propre réformisme « responsable »<sup>1</sup>. Rappelons, par exemple, que les syndicats n'avaient opposé absolument aucune résistance aux plans de restructurations industrielles et de licenciements massifs des années 1980, ou encore aux décrets Balladur de 1993 contre les retraites du privé (passage de 37,5 à 40 annuités, calcul du montant de la retraite sur les 25 meilleures années au lieu des dix meilleures, désindexation des retraites par rapport aux salaires...).

La CGT, FO, la FSU, la FEN, à la fois dans leur propre intérêt et sous la pression de leurs adhérents, finirent donc par engager un combat contre les plans du gouvernement Juppé (retraite des fonctionnaires, contrat de plan de la SNCF et surtout Sécurité sociale) : le mouvement de l'automne 1995 fut impulsé par les bureaucraties syndicales et contrôlé d'un bout à l'autre pour rester sur un terrain purement défensif, étroitement « syndical ». Dans ce but, les dirigeants surent canaliser les tendances au débordement qui se firent

<sup>1</sup> En réalité, les principales conquêtes ouvrières, celles de 1918-1920, de 1936, de 1944-1950, sont les sous-produits de la mobilisation révolutionnaire des travailleurs, brisée par les réformistes et les staliniens au prix de concessions de la bourgeoisie affolée par la crainte de tout perdre (cf. sur ce point notre *Projet de programme CRI*).

jour rapidement (la généralisation de la grève à la SNCF et la tendance à la grève générale jusqu'au retrait du plan Juppé contre la Sécurité sociale). Pour garder le contrôle de la situation, ils passèrent finalement un accord politique avec le gouvernement, au terme duquel celui-ci reculait tactiquement sur les retraites du secteur public et sur le contrat de plan de la SNCF, mais faisait passer l'essentiel, c'est-à-dire le plan Juppé contre la Sécurité sociale — qui, de fait, fut dès lors mis en œuvre avec la complicité des syndicats, puis par la « gauche plurielle » directement.

À l'arrivée, les bureaucrates syndicaux sortirent globalement renforcés de la lutte : tout en évitant soigneusement que le mouvement ne débouche sur une crise politique<sup>1</sup>, ils avaient réussi à consolider leurs positions à la tête des syndicats ouvriers, en faisant croire aux travailleurs qu'ils servaient encore à défendre leurs intérêts. En même temps, ils avaient réussi à faire apparaître aux yeux d'une partie des travailleurs le retour de la gauche au pouvoir comme nécessaire et souhaitable. Or la victoire de Juppé contre la Sécurité sociale avait eu pour prix, par la suite, une relative paralysie de son gouvernement dans les autres domaines, par crainte de la force déployée par les travailleurs en 1995. Il devint donc bientôt nécessaire à la bourgeoisie de changer ce gouvernement : Chirac décida la dissolution de l'Assemblée nationale dans l'espoir de constituer un nouveau gouvernement de choc contre la classe ouvrière. Bénéficiant de la haine contre le gouvernement sortant et de sa canalisation par les dirigeants sociaux-démocrates et ex-staliniens, la « gauche plurielle » remporta les élections. On le sait, le gouvernement Jospin n'en fut pas moins le gouvernement de choc que la bourgeoisie attendait pour démanteler les conquêtes ouvrières, privatiser et déréglementer à tour de bras... et qui fut donc sanctionné sans appel par la classe ouvrière en mai 2002...

### **Mai-juin 2003...**

<sup>1</sup> Symboliquement, c'est précisément à ce moment-là, en plein milieu du mouvement de décembre 1995, que le congrès de la CGT avait décidé d'abandonner l'article 1<sup>er</sup> des statuts confédéraux de 1895 donnant à la lutte syndicale l'objectif ultime de « l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échange ».

Or le mouvement de mai-juin 2003 est dans une large mesure analogue à celui de novembre-décembre 1995 : lutte avant tout défensive contre un gouvernement Chirac fraîchement investi, arrogant et décidé à en découdre avec le monde du travail ; prédominance du secteur public où les travailleurs sont de manière générale les plus syndiqués ; rôle d'avant-garde d'une catégorie spontanément, massivement et longtemps en grève, entraînant les autres secteurs de la classe ouvrière (hier les cheminots, aujourd'hui les enseignants) ; mouvement de grève et manifestations massives sur plusieurs semaines, malgré les « journées d'action » à répétition imposées par les bureaucrates syndicaux ; impulsion de la mobilisation dans un premier temps, puis canalisation et trahison victorieuses de la montée vers la grève générale par les bureaucrates syndicaux, pris dans la contraction entre, d'une part, la nécessité pour eux de faire croire aux travailleurs qu'ils servent à défendre leurs intérêts et, d'autre part — comme nous allons le montrer — leur soumission totale à l'État bourgeois et à son gouvernement réactionnaire.

### ***Ampleur de la mobilisation, tendance au débordement des appareils***

Ce que l'on retiendra avant tout de mai-juin 2003, c'est l'ampleur et la détermination de la mobilisation, plus importante encore qu'en 1995, avec en particulier une tendance au débordement des appareils syndicaux par les travailleurs en lutte beaucoup plus forte qu'alors.

Tout d'abord, il est clair que les travailleurs ont amplement montré qu'ils étaient prêts à en découdre avec Chirac et ses ministres : des millions ont répondu avec enthousiasme et détermination à l'appel des organisations syndicales, manifestant le 1<sup>er</sup> février, le 3 avril, les 1<sup>er</sup> 13, 19, 25 et 27 mai, les 3, 5 et 10 juin... En outre, comme tous les observateurs honnêtes l'ont remarqué, les travailleurs du privé, notamment ceux de la métallurgie et du commerce, très encadrés par les syndicats, ont été représentés en nombre très significatif dans les manifestations, beaucoup plus qu'en 1995. Au demeurant, les sondages les plus officiels eux-mêmes ont fait état du « soutien » ou de la « sympathie » de la majorité des Français pour le mouvement, malgré les records atteints par l'incroyable

battage gouvernemental et médiatique pour la réforme et contre les grévistes.

Mais surtout, un peu partout, dans les assemblées générales (AG), dans les syndicats de base, l'exigence que les confédérations et fédérations appellent à la grève générale jusqu'à la victoire n'a pas été, cette fois, un phénomène relativement marginal comme en 1995, mais elle s'est faite entendre de plus en plus massivement au fur et à mesure que les jours passaient et que les occasions manquées (13 mai, 25 mai, 3 juin, 10 juin...) se succédaient ; et elle a culminé dans la manifestation et le gros meeting intersyndical de Marseille le 12 mai, où Thibault a été copieusement sifflé par les grévistes et les syndiqués eux-mêmes qui, pendant des heures, exigèrent en vain l'appel commun à la grève générale des dirigeants syndicaux Thibault, Blondel et Aschieri, organisateurs et orateurs de la manifestation et du meeting.

Dans l'enseignement, qui a été le secteur-clé du mouvement général, la grève et son extension ont été imposées aux dirigeants, parfois dès la fin du mois de mars. Les personnels syndiqués ou non syndiqués, et en particulier toute une jeune génération d'enseignants qui menait parfois son premier combat social, ont fait grève pendant un mois, deux mois ou plus, malgré leur isolement sciemment organisé par les bureaucrates syndicaux. Les personnels ont fait preuve d'une remarquable capacité d'initiative et d'auto-organisation, et d'une grande conscience de classe, manifestée dans leur effort de plus en plus important pour se tourner vers les autres catégories de salariés, pour essayer de mener ensemble le combat interprofessionnel. Ainsi, dans un certain nombre d'endroits (en Ile-de-France, à Rouen, à Toulouse...), des AG interprofessionnelles, intégrant les syndicats combattifs, ont été organisées par les travailleurs eux-mêmes, au grand dam des dirigeants syndicaux — même si cela ne permit certes pas de pallier l'absence d'appel à la grève dans la plupart des autres secteurs et, par conséquent, l'absence de vrais comités de grève interprofessionnels élus et fédérés.

Enfin, dans certaines catégories, notamment chez les personnels du ministère de la culture, aux impôts, chez les personnels des collectivités territoriales, etc., mais surtout à la SNCF et dans les transports publics des grandes villes après le 13 mai, les bureaucrates syndicaux ne l'ont emporté que de justesse, exerçant une

pression considérable sur les travailleurs pour leur faire reprendre le travail au lendemain de chaque journée d'action, brisant ainsi la cheville ouvrière de l'extension de la grève au-delà de l'Éducation. Partout, de claires tendances au débordement des appareils se sont fait jour, même si ces derniers ont le plus souvent réussi, comme nous allons le voir, à faire triompher assez vite leur mission politique de briseurs de grève.

En ce sens, le mouvement de mai-juin 2003 représente un net progrès par rapport à 1995, bien que ce progrès ne constitue pas encore un saut qualitatif, une différence de nature, car les grèves sont restées catégorielles et ponctuelles, cette lutte est restée avant tout défensive, elle n'a pas été, de manière générale, jusqu'à trouver une expression proprement politique. La raison fondamentale en est que les bureaucrates ont globalement été les plus forts, maîtrisant la situation, empêchant la généralisation de la grève et, par là même, son développement en grève politique ouverte.

### **Comment les dirigeants syndicaux ont trahi**

En effet, au lieu d'appeler à la grève générale, de l'impulser et de l'organiser, les Thibault, Blondel et autres Aschieri n'ont eu de cesse, pendant un mois entier (entre la grande grève interprofessionnelle et la manifestation de deux millions de travailleurs du public et du privé le 13 mai, d'une part, et le meeting de Marseille le 12 juin), de balader les travailleurs de journée d'action en journée d'action, en leur faisant croire que la classe ouvrière n'était pas prête à aller jusqu'au bout pour obliger le gouvernement Chirac à retirer ses projets destructeurs, à capituler.

D'un bout à l'autre, tous ces dirigeants se sont justifiés de façon démagogique en disant que la grève générale ne se décrète pas, qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton, que la grève doit venir d'en bas, etc. Pourtant, qu'ont-ils fait d'autre que de « décréter » d'en haut leurs vaines journées d'action à répétition alors que, en bas, des centaines et des centaines d'assemblées générales de travailleurs et de comités de grève, des centaines et des centaines de syndicats de base, exigeaient qu'ils appellent à la grève générale jusqu'à la victoire ? Qu'ont-ils fait d'autre que « d'appuyer sur un bouton » pour faire descendre les travailleurs dans la rue une fois par

semaine, avant d'appuyer le lendemain sur un autre bouton pour les faire retourner travailler sans avoir rien obtenu ? Ils sont même allés jusqu'à trafiquer les chiffres des manifestants, en particulier après la manifestation nationale du 25 mai à Paris (annonçant 600 000 personnes au lieu d'un million et plus), afin de faire croire que la mobilisation était en perte de vitesse par rapport au 13 mai !

Certes, les travailleurs du privé ont hésité à faire grève, même dans les grosses entreprises, où les tendances au débordement des appareils, significatives, sont restées cependant limitées. Mais c'est avant tout parce que ces travailleurs ont été, au cours des années précédentes, les premières victimes des trahisons de leurs intérêts et de leurs luttes par les bureaucrates politiques et syndicaux du mouvement ouvrier, depuis leur défaite sans combat face à la réforme Balladur en 1993 jusqu'à l'avalanche des plans de restructuration et de licenciements, sans parler des lois Aubry contre lesquelles de très nombreuses grèves ont eu lieu en 2000 et 2001, parce qu'elles déréglementent les conditions de travail, annualisent et flexibilisent le temps de travail. Et surtout, les salariés du privé, aussi bien que des millions de leurs collègues du public, ont hésité à faire grève car ils ont bien compris que, sans la grève générale interprofessionnelle, donc sans l'appel des organisations syndicales à la grève générale jusqu'à la victoire, ils perdraient de l'argent et prendraient des risques sans avoir la moindre chance de gagner. Ils ont bien senti que, tout particulièrement après le 13 mai, la « stratégie » des journées d'action n'était pas une solution, mais une impasse. Ainsi, il ne fait aucun doute que, même si l'on prend en compte le fait incontestable de la crise de la conscience politique de classe et de la désyndicalisation, les salariés du privé qui ont hésité à faire grève auraient été entraînés par les secteurs les plus mobilisés, si la grève générale avait été décidée et organisée comme le seul moyen dont disposent les travailleurs pour vaincre Chirac-Raffarin.

Dans l'enseignement, où le taux de syndicalisation est l'un des plus élevés, les dirigeants, à commencer par la direction de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU) largement majoritaire, n'ont pu éviter, malgré leurs efforts (et à la différence de ce qui s'est passé dans la plupart des autres secteurs) l'extension largement spontanée de la grève. Ils ont tout fait

alors pour la contrôler et la canaliser : ils se sont efforcés d'abord à circonscrire les grèves à des secteurs ou des départements particuliers ; ils ont refusé ensuite jusqu'au bout d'appeler réellement à la grève générale de l'Éducation pour briser l'offensive de Raffarin-Ferry ; d'un bout à l'autre, ils ont atomisé les personnels avec le mot d'ordre de « grève reconductible » qui, sous son apparence hyper-« démocratique », a en réalité pour fonction de faire reposer sur les assemblées générales dispersées, isolées et désinformées la responsabilité de poursuivre la grève... Pour finir, la FSU et le SNES (le Syndicat National des Enseignants du Secondaire affilié à la FSU) ont donné le coup de grâce à la grève en la cassant purement et simplement le premier jour du baccalauréat général. Dès le 31 mai, François Berguin, secrétaire national du SNES avait déclaré dans *Le Monde* : « *Le service public d'État reposant sur le principe de continuité, l'Éducation nationale peut limiter le droit de grève si l'interruption dudit service porte atteinte aux besoins essentiels du pays. (...) Dans le cas d'un oral de grec reporté à la semaine suivante, requérir les enseignants serait abusif, car cela concernerait un nombre limité de candidats et il ne s'agit pas d'une épreuve nationale.* » Les choses étaient déjà claires : au lieu d'engager l'épreuve de force décisive contre le gouvernement et d'exiger le report du baccalauréat (qui n'aurait pu être organisé si le SNES-FSU et d'autres syndicats n'avaient pas voulu qu'il le fût), le syndicat majoritaire décidait d'intimider les professeurs, de leur faire peur pour qu'ils reprennent le travail, en cautionnant les menaces illégales du gouvernement concernant la « réquisition » ou le « requièment » pour la surveillance et la correction des épreuves du baccalauréat. Le SNES allait même jusqu'à proposer au gouvernement, toujours par l'intermédiaire du *Monde*, de « faire appel aux non-grévistes. Les profs de langues des collèges ont également vocation à faire passer les examens s'il y a urgence ». Un syndicat expliquant au patron comment briser une grève et assurer un service minimum avec les « non-grévistes », est-ce encore un syndicat ? Finalement, le SNES brisa lui-même grève en laissant les professeurs décider eux-mêmes, « à la base » (!), c'est-à-dire en fait individuellement, de faire grève ou non : il leur demanda « démocratiquement » de « choisir »

entre, d'un côté, un faux « appel » à poursuivre la grève et, de l'autre, de vraies « mises en demeure » des rectorats — certainement sans valeur juridique, mais d'autant plus inquiétantes que le SNES n'avait cessé, pendant plusieurs jours, de désinformer et d'intimider les professeurs...

### ***Pourquoi les dirigeants syndicaux ont-ils trahi***

Si les bureaucrates n'ont pas appelé à la grève générale, c'est tout simplement parce qu'ils n'en ont pas voulu. Ils ont seulement voulu *utiliser* la mobilisation des travailleurs (qu'ils avaient au départ prudemment impulsée en ce qui concerne les retraites) pour « négocier » de manière « responsable » avec le gouvernement Chirac qu'ils prétendent « légitime ». Car, même s'ils contestent le plan Fillon, tous réclament à cor et à cri une « vraie réforme » des retraites. Mais qu'est-ce que cette « réforme » dont ils nous rebattent les oreilles ? S'il s'agit de revenir aux 37,5 pour tous, d'abolir la réforme Balladur, de revaloriser les pensions, de faire payer les patrons, de garantir la retraite à 60 ans, d'abaisser l'âge de la retraite pour les travaux pénibles, de prendre en compte sans rachat ni pénalité les années d'études ou de chômage, etc., qu'y a-t-il de plus efficace qu'une grève générale pour imposer une telle réforme, dont les patrons et le gouvernement ne veulent évidemment pas ? Dès lors, toute autre voie, toute affirmation que l'on pourrait « dialoguer » et trouver un terrain d'entente avec ce gouvernement, ne peuvent être destinées qu'à tromper les travailleurs... et à « justifier » la participation ouverte ou discrète des bureaucrates syndicaux aux « réformes » gouvernementales contre leurs retraites et leurs acquis, quelles que soient par ailleurs les revendications mises en avant pour la « vraie réforme ».

Montrons donc, sur la base des faits, quelles ont été les positions défendues par les directions des principaux syndicats qui ont vertébré la mobilisation, avant tout la CGT, FO (dont on a vu que les capacités de mobilisation réelle sont cependant fort modestes dans la plupart des secteurs et des départements) et la FSU.

#### *La CGT*

Même si, à la différence de la CFDT, la direction de la CGT a certes

dénoncé le plan Fillon, elle n'en a jamais exigé le retrait inconditionnel, et elle a tout fait pour mettre sous le boisseau l'exigence du retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous, public-privé. Elle n'a eu de cesse de faire croire aux travailleurs qu'une réforme des retraites était nécessaire pour mieux « justifier » son refus d'en découdre avec le gouvernement. Par exemple, Thibault a déclaré à *France-Soir*, le 20 mai : « *Si la démarche politique se modifie, si on accepte de réelles négociations, on peut aboutir à une réforme en trois ou quatre mois, y compris, je le dis clairement, avec une signature de la CGT, si cette réforme correspond à nos besoins, à nos attentes (...). Il n'y a pas de refus de principe, d'opposition culturelle de la CGT à l'approbation d'accords.* » Ainsi, c'est de manière tout à fait délibérée que la direction de la CGT s'est efforcée de briser la montée vers la grève générale par des journées d'action dispersées et sans perspective. Par ailleurs, Le Duigou, le n°2 de la CGT, a affirmé sans fard : « *Nous sommes dans une logique de revendication. Nous n'avons pas un objectif politique, celui de battre le gouvernement.* » (*Le Monde*, 5 juin.) Et Thibault a martelé tout au long du mouvement : « *L'objectif n'est pas le blocage du pays.* » Il a précisé à la radio, le 2 juin : « *Nous aurons, si les salariés le décident, des grèves, des manifestations, des rassemblements, toute la palette d'initiatives syndicales à répétition, autant que de besoin et que les salariés le décideront.* » Et maintenant, la CGT, suivie par tous les autres syndicats (FO, FSU, UNSA...), va jusqu'à substituer délibérément à la grève... l'organisation de « pique-nique citoyens » ridicules et la diffusion d'une pétition impuissante adressée aux députés et sénateurs de Chirac — et qui d'ailleurs n'exige même pas le retrait pur et simple du plan Fillon, se contenant de demander un report du vote !

#### *FO*

De son côté, la direction de FO et son secrétaire général, Blondel, n'ont pas cessé non plus d'assortir leur demande de retrait du plan Fillon de la « revendication » d'une « vraie réforme ». Par exemple, au cours de la gigantesque manifestation nationale du 25 mai, Blondel a déclaré : « *FO se tient à la disposition du gouvernement pour discuter et négocier en tout lieu et à tout moment d'une réforme susceptible de garantir les retraites et*

*les pensions. Nous sommes prêts à repartir le 27 mai avec une grève franche. Nous voulons dire aujourd'hui au gouvernement qu'il est encore temps de négocier.* » On a là la clé qui permet d'expliquer la duplicité particulièrement saillante de Blondel : lui qui avait prétendu, dans son discours du 1<sup>er</sup> mai, devant ses militants, être pour « *la perspective [!!] de la grève générale* », a déclaré au contraire, au lendemain de cette manifestation du 25 mai et du refus de Fillon d'ouvrir des négociations : « *J'ai utilisé à dessein les notions d'« amplification », de « généralisation », de « coordination ». Mais j'ai quelques craintes à employer le terme de « grève générale interprofessionnelle ». Qu'on le veuille ou non, il renvoie à l'idée d'insurrection et bien sûr, à une lutte politique contre le gouvernement. Étant partisan de l'indépendance syndicale, je préfère rester prudent.* » (*Le Monde* du 27 mai.) Interrogé sur France Info le 26 mai, Blondel allait jusqu'à déclarer : « *Appeler à la grève générale serait insurrectionnel, voire politique.* » (*Sic !*) En somme, pour Blondel et la direction de FO, la grève générale est une « perspective » qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on s'en approche ! — Alors cela ne doit tromper personne si, après le 10 juin, pour exploiter le désarroi provoqué par le refus définitif de Thibault d'appeler à la grève générale<sup>1</sup>, ce même Blondel a fait soudain semblant de se rallier à ce mot d'ordre scandé par les centaines de milliers de manifestants — se contentant en fait d'appeler les autres organisations à appeler à la grève générale, ce qui lui a permis de se donner le beau rôle auprès des travailleurs et des militants FO en particulier, voire de grappiller quelques cartes syndicales, avant de mieux participer avec ses confrères bureaucrates à l'enterrement du mouvement...

#### *La FSU*

Quant à la FSU, elle n'a pas plus que la CGT exigé le retrait pur et simple du plan Fillon et du projet Raffarin-Ferry sur la décentralisation. Par exemple, dans le texte adopté par son Bureau fédéral national (BDFN) le 23 avril 2003, ces revendications ne figurent pas, de même que l'exigence

<sup>1</sup> Tout particulièrement dans l'interview décisive, parue dans *L'Humanité* du 10 juin, au matin de la dernière grande « journée d'action » nationale avant le reflux du mouvement.

du retour aux 37,5 pour tous, public-privé. Dès ce moment-là, alors que des grèves s'étaient déjà multipliées spontanément avant les vacances de Pâques dans les établissements scolaires, la FSU, pour canaliser la mobilisation, annonça à la fois des « revendications » floues et des moyens d'action visant à épuiser les personnels par des grèves « reconductibles », multiples et dispersées, « inscrites dans la durée », à l'opposé de tout appel à la grève générale de l'Éducation, de tout objectif de la grève générale public-privé : « *Le BDFN, peut-on lire dans le texte du 23 avril, confirme la volonté de la FSU de construire un mouvement unitaire d'ampleur sur la durée qui permette de faire reculer le gouvernement et d'obtenir satisfaction, d'une part sur les questions d'éducation et de service public, d'autre part sur les retraites. (...) Le BDFN se félicite des actions puissantes, notamment de grève reconductible, qui se sont déroulées ou se déroulent dans un certain nombre de départements ; il appelle à les soutenir et à les étendre afin de contribuer à construire cet indispensable mouvement unitaire dans la durée. Le BDFN confirme (...) qu'il faut franchir un nouveau seuil dans la construction d'une action élargie et durable dans un cadre unitaire. Cette action doit prendre des formes nouvelles, dont la grève reconductible. Il propose que les AG au cours de la journée du 6 mai en débattent et se prononcent.* » Le cadre d'ensemble que la FSU avait décidé d'imposer au mouvement était ainsi fixé.

Au lendemain du 25 mai, au lieu de lancer l'offensive finale pour vaincre le gouvernement, Aschieri, secrétaire général de la FSU, déclarait : « *Notre demande aujourd'hui est l'ouverture de négociations sur des bases alternatives. On dit simplement qu'il y a d'autres voies. On ira aussi loin que les salariés veulent aller avec nous.* » Le gouvernement, pas bête, saisit l'occasion en conviant les organisations syndicales représentatives de l'Éducation à une réunion le 2 juin, à laquelle toutes acceptèrent de participer. À sa sortie, Aschieri annonçait « *un pas en avant* » et, dans un communiqué du soir, la FSU déclarait : « *La rencontre avec Luc Ferry et Nicolas Sarkozy a marqué un changement de ton : les deux ministres se sont dits soucieux de répondre aux inquiétudes. Nicolas*

*Sarkozy a affirmé que 'le cheminement du projet de loi' demeurant 'dans l'attente des résultats de la concertation, il ne sera présenté au Parlement' qu'à la fin de celle-ci. Le ministre a envisagé que le texte serait d'ici là 'forcément changé' précisant qu'il n'y avait pas de 'sujet tabou'. La FSU a fait la proposition que le débat sur la décentralisation de l'école ait lieu en liaison avec le débat prévu sur les objectifs et les missions du système éducatif. Elle a obtenu la réunion d'une première table ronde sur la décentralisation réunissant l'ensemble des organisations représentatives. (...) La FSU a souligné son attachement au principe d'égalité et à ses traductions concrètes. Elle a contesté tout ce qui s'apparenterait à un éclatement du système éducatif et à une dilution ou une déformation de ses missions et demandé des garanties solides sur ces points. La FSU appelle donc ses personnels à poursuivre leur action, à renforcer les grèves et à s'engager massivement dans la journée du 3 juin.* » — Ainsi, non seulement la FSU prétendit-elle jouer, sans rire, à l'« habile » politicien opposant un gentil Sarkozy, présenté comme compréhensif et homme de dialogue, à un méchant Ferry sourd aux « inquiétudes » (!) des personnels ; mais encore, elle reconnut clairement qu'elle manipulait et limitait la mobilisation pour la canaliser dans la voie du « débat » avec le gouvernement, dans la voie de la « concertation », en un mot dans la voie de l'acceptation du cadre des réformes imposé par Chirac-Raffarin-Ferry-Sarkozy.

Enfin, le dernier épisode de cette tragi-comédie mit en pleine lumière les véritables positions de la FSU : à sa sortie de l'ultime réunion du 10 juin avec le gouvernement, Aschieri justifia sa trahison éhontée (sa décision de brader un appel général à une vraie grève du baccalauréat) par la promesse ministérielle d'ouvrir en septembre des négociations sur le projet de décentralisation, et d'un prétendu « recul » du gouvernement... consistant en fait dans l'annonce d'une confirmation du transfert aux collectivités territoriales des 100 000 personnels ouvriers (TOS) de l'Éducation nationale (10 000 personnels, conseillers d'orientation, psychologues, infirmières, etc., étant pour leur part finalement épargnés pour le moment) ! La véritable position de la FSU apparaissait clairement pour ce qu'elle était : les

bureaucrates qui la dirigent ne sont pas contre la décentralisation, ils ne sont pas contre le transfert des personnels les plus exploités, ils ne sont pas contre la casse de leurs missions et de leur statut national.

Il est donc parfaitement évident que, d'un bout à l'autre du mouvement, les bureaucrates des principaux syndicats (CGT, FO et FSU — sans parler de la CFDT) ont eu pour objectif conscient et délibéré d'empêcher les travailleurs d'infliger une défaite cinglante au gouvernement réactionnaire de Chirac-Raffarin.

### ***Il faut démasquer et révoquer les bureaucrates qui ont trahi***

Dès lors, il est nécessaire maintenant d'aider les travailleurs à démasquer ces traîtres, d'exiger que ceux-ci rendent des comptes, d'aider les syndiqués à démettre de leurs fonctions tous ceux qui ont refusé de respecter leur mandat, d'organiser la grève, de combattre réellement le gouvernement — de même qu'il était indispensable, tout au long du mouvement, d'exiger des dirigeants qu'ils appellent à la grève générale : dans un cas comme dans l'autre, il faut aider les travailleurs à comprendre que les syndicats, même dirigés par les bureaucrates, n'appartiennent pas à ces derniers, mais sont la propriété inaliénable de la classe ouvrière organisée, des travailleurs conscients, que les générations successives ont édifiés depuis des décennies pour défendre leurs intérêts de classe contre le patronat et les gouvernements à son service. Il faut aider les travailleurs à comprendre à la fois la nature des bureaucraties traîtres et la nécessité de construire les syndicats, de ne pas les abandonner aux bureaucrates, de ne pas non plus contourner le problème de la bureaucratie en essayant de monter de toutes pièces de petits syndicats plus « radicaux », mais destinés à rester minoritaires tant que des centaines de milliers d'adhérents continueront à considérer — à juste titre — que la CGT, FO, la FSU, etc. sont *leurs* syndicats.

### ***La crise politique n'est que reportée***

Mais il faut également poser le problème de l'alternative politique. Cette nouvelle victoire des bureaucrates contre les travailleurs, leur réussite à empêcher la puissante lutte de classe de vaincre et d'ouvrir par là même une alternative politique,

met plus que jamais en évidence la profondeur de la crise du mouvement ouvrier lui-même, dans une situation marquée non seulement par l'absence d'un parti communiste révolutionnaire internationaliste, mais aussi par le discrédit et la décomposition des anciens partis ouvriers. Le large accord du PS avec le plan Fillon (au-delà des phrases de congrès) et le rôle insignifiant joué par le PCF en tant que parti pendant tout le mouvement (la ligne de ce parti se réduisant au soutien para-syndical de l'orientation de Thibault) sont des données fondamentales de la situation, qui rendent celle-ci complètement nouvelle non seulement par rapport à 1968, mais également, dans une large mesure, par rapport à 1995, où le PCF n'était pas aussi décomposé qu'aujourd'hui et où le PS n'avait pas encore été rejeté par les travailleurs conscients sur une échelle aussi grande qu'en mai 2002. Cette situation inédite confère aux bureaucrates syndicaux le quasi-monopole de la trahison ouvrière dans ce pays, et ne permet pas au PS et au PCF de se présenter comme une alternative politique crédible, quand bien même ils le voudraient.

Pourtant, il est clair que la lutte de classe déclenchée par l'annonce de la réforme des retraites et de la décentralisation avait pour terrain naturel de développement la lutte politique contre Chirac, son gouvernement et son Assemblée nationale, tous aussi illégitimes les uns que les autres. Il faut tout de même rappeler, en effet, que Chirac ne gouverne encore ce pays que pour deux raisons : d'une part, grâce aux institutions plébiscitaires de la Ve République (élection du président au suffrage universel à deux tours, source fatale de situations tragi-comiques comme celle du 21 avril 2002) et, d'autre part, *par défaut* — la sanction de Jospin par une partie importante de l'électorat ouvrier et populaire au premier tour, l'effondrement du PCF et les bons scores de l'extrême gauche ayant offert au président sortant une « victoire » sans adversaire, la « victoire » bien peu glorieuse du moins minoritaire des candidats proposés au choix des Français... Quant au second tour (dont les circonstances, la préparation et le résultat ont déterminé intégralement les élections législatives qui ont suivi), rappelons que, au nom d'un prétendu danger fasciste, non seulement les partis de droite, les médias et les Églises, mais encore les chefs de toute la « gauche plurielle » et des syndicats

(sans oublier une partie de l'extrême gauche sans principes : la LCR), avaient appelé, ouvertement ou à mots couverts, à plébisciter Chirac — en fait dans le but d'éviter une crise politique ouverte dans ce pays.

Or les causes profondes de la crise politique de mai 2002 n'ont évidemment pas disparu avec le report de celle-ci. Tout au contraire, elles ne cessent de s'accumuler silencieusement avec la politique réactionnaire de choc menée par ce gouvernement ultra-minoritaire confronté à une classe ouvrière dont le potentiel de combativité reste intact malgré la crise du mouvement ouvrier, prêt à être pleinement déployé. Dès lors, l'objectif poursuivi par les bureaucrates en mai-juin apparaît en pleine lumière : leur volonté de négocier avec le gouvernement aussi bien que leurs efforts considérables pour briser la montée vers la grève générale avaient pour objectif d'éviter à tout prix l'éclatement de la crise politique déjà reportée l'an passé, dont les conséquences auraient été incalculables. C'est pour cela que Thibault et Blondel ont dit si franchement qu'ils ne voulaient pas s'attaquer au gouvernement, qu'ils ne voulaient pas d'une grève générale *politique* — donc qu'ils ne voulaient pas de grève générale tout court, la réalisation de celle-ci ne pouvant pas ne pas ouvrir immédiatement une crise politique générale —, et qu'ils s'inclineraient de toute façon devant les décisions du Parlement. Car ces bureaucrates, ces agents de la bourgeoisie qui dirigent le mouvement ouvrier, savent parfaitement non seulement que l'« opposition » du PS et du PCF n'est plus susceptible, dans l'état actuel des choses, d'emporter la confiance des travailleurs, et par là même n'est plus si sûre pour canaliser leur lutte de classe sur le terrain électoral et institutionnel ; mais encore, ils savent que le développement « naturel » de la lutte, la réalisation de la grève générale, aurait créé une situation où la crise du mouvement ouvrier, la *crise de la représentation politique de la classe ouvrière*, la *crise de la direction du prolétariat*, auraient éclaté aux yeux de centaines de milliers de travailleurs, posant clairement le problème d'une *alternative politique* radicalement nouvelle. À une échelle de masse aurait été posée la question d'aller plus loin, de chasser le gouvernement, de multiplier et de fédérer les comités de grève élus par les travailleurs (dans chaque branche et au niveau

interprofessionnel), de centraliser les comités de grève au niveau national, de représenter politiquement les travailleurs en grève générale, de construire de nouveaux partis ouvriers de masse... En un mot, la question du pouvoir aurait commencé à se poser concrètement pour des centaines de milliers de travailleurs, et toute la situation en aurait été bouleversée...

### ***Il faut un parti communiste révolutionnaire internationaliste***

Cela ne s'est pas produit : non parce que le gouvernement aurait été, à lui tout seul, le plus fort — celui-ci n'existe, encore une fois, que par défaut et surtout par le soutien objectif que lui apportent les partis de « gauche » et les bureaucrates syndicaux. En fait, la grève générale ne s'est pas réalisée *avant tout* parce que les dirigeants l'ont empêchée, parce qu'ils ont été les plus forts dans leur combat contre les travailleurs, parce qu'ils ont su exploiter justement la crise du mouvement ouvrier, l'absence de toute perspective politique organisée... Mais ce nouveau report de la crise politique potentielle que viennent d'obtenir les bureaucrates syndicaux ne signifie pas l'élimination des causes sociales qui la feront éclater tôt ou tard. Il en résulte que, plus que jamais, va falloir préparer, organiser et diriger les luttes de classe à venir, pour surmonter l'obstacle des appareils et les vaincre, pour faire triompher la grève générale ; mais il va falloir aussi, et de manière indissoluble, populariser la perspective d'une solution politique ouvrière, la perspective du *gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs*, seul à même de garantir les conquêtes du passé et d'en réaliser de nouvelles en prenant toutes les mesures nécessaires contre les capitalistes, les spéculateurs et les politiciens à leur service. C'est pourquoi les travailleurs ont besoin d'un nouveau parti, d'un parti qui soit le leur, d'un parti qui n'ait pas d'autre objectif que de représenter politiquement leurs intérêts, d'un parti qui, *par conséquent*, combatte le système et l'État capitalistes dans tous leurs aspects, sans compromission, sans illusions réformistes, sans méthodes bureaucratiques, sans opportunisme et sans sectarisme.

Selon le Groupe CRI, ce parti ne pourra être qu'un parti communiste révolutionnaire internationaliste. En ce début de nouvelle période de la lutte de classes qui s'ouvre en France avec



ce grand et beau mouvement de mai-juin 2003, il invite tous les travailleurs et les jeunes, à commencer par ceux qui se sont mobilisés pour la grève générale, à poursuivre leur réflexion

politique en se rassemblant et en discutant de cette perspective, la perspective de la grève générale — et donc, inextricablement, du

gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs.

Ludovic Wolfgang

## REMARQUES SUR LA POLITIQUE DE LO, DE LA LCR ET DU PT (CONTRIBUTION À LA DISCUSSION SUR LE PARTI QUE NOUS VOULONS) : DES MILITANTS AUX AVANT-POSTES... MAIS DES DIRECTIONS FLANCS-GARDES DES APPAREILS

*Le Groupe CRI estime que les questions posées par le mouvement de mai-juin 2003 sont particulièrement propices à l'ouverture de discussions avec tous les groupes et militants qui se réclament du communisme révolutionnaire internationaliste. Il est temps, en effet, de poser la question des bases d'un nouveau regroupement de tous ces militants, s'ils sont conscients non seulement de la trahison historique du PS et du PCF, mais aussi des opportunités ouvertes par la situation de discrédit massif et de vide politique créée depuis mai 2002. Il est temps, en d'autres termes, de discuter des conditions pour la construction, ici et maintenant, du parti dont les travailleurs ont plus que jamais besoin pour leur lutte de classe et, par là même, pour se réappropriier le programme du combat révolutionnaire pour le socialisme.*

*Or beaucoup de ces militants sont aujourd'hui à Lutte ouvrière (LO), à la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) ou au Parti des Travailleurs (PT) ; beaucoup d'autres, souvent issus de ces mêmes organisations, sont dispersés, atomisés, militant souvent dans les syndicats, parfois dans des groupes politiques minuscules (tel le fameux Groupe CRI...) et parfois, sans illusions mais faute de mieux, dans des courants impuissants au sein du PCF, voire du PS ; enfin, des milliers de travailleurs, notamment parmi ceux qui ont voté pour LO, la LCR et le PT lors de la présidentielle de 2002, ne*

*demanderaient certainement pas mieux, si on le leur proposait réellement, **politiquement**, que de participer à la construction du parti dont ils sont nombreux à prendre conscience qu'il leur est indispensable pour avancer et pour gagner.*

*C'est dans ce cadre qu'il convient d'attacher une importance toute particulière à la question de la politique de LO, de la LCR et du PT, en examinant leur orientation respective pendant le mouvement de mai-juin. En effet, à elles trois, avec leurs 15 000 militants et les 11% des voix qu'elles ont obtenus lors de la dernière présidentielle, ces organisations ouvrières auraient les forces militantes pour peser bien davantage qu'elles ne le font sur la situation politique, notamment pour menacer sérieusement ce qui reste de l'influence du PCF dans le mouvement ouvrier ; et elles ont une responsabilité d'autant plus importante que de très nombreux travailleurs ont maintenant conscience, après cinq ans de gouvernement de « gauche plurielle », de la nature du PS et du PCF.*

*De fait — soyons clairs —, les camarades de LO, du PT et de la LCR (dont le nombre absolu est modeste, mais dont le poids relatif croît avec l'aggravation de la crise des organisations traditionnelles) viennent de jouer, incontestablement, un rôle important, parfois décisif, pour aider les travailleurs à se mobiliser, contre*

*l'attentisme et les manœuvres des appareils syndicaux : dans les établissements, dans les entreprises, avec les travailleurs les plus conscients, ces militants, dévoués à la classe ouvrière, ont été aux avant-postes dans la lutte pour le retrait des projets du gouvernement, ils se sont dépensés sans compter pour informer, pour étendre et organiser la grève... Cependant, leurs orientations respectives, impulsées par leurs directions, ne sont pas satisfaisantes, loin de là : d'une manière ou d'une autre, la politique élaborée par les directions de ces trois organisations revient objectivement à **couvrir les appareils**, sans proposer (et en proposant pas) de **perspective politique** digne de ce nom. C'est ce que nous allons essayer de montrer, en une analyse qui nous semble confirmer pleinement, par et dans la pratique la plus récente, par et dans la lutte de classe vivante, l'appréciation générale du Groupe CRI, selon laquelle ces trois organisations sont fondamentalement des organisations centristes (ni révolutionnaires, ni vraiment réformistes) et, plus précisément, « centristes sclérosées » — leurs vieux appareils étant incapables de se remettre en question, de critiquer leurs propres conceptions multidécennales de la construction du parti, de sortir de leur opportunisme et de leur sectarisme qui se complètent de façon différente dans chaque cas.*

### **LO couvre sur la gauche les appareils, en calquant son orientation politique sur la leur, tout en déployant une pratique « gauchiste »**

Pendant tout le mouvement de mai-juin, Lutte ouvrière (LO), malgré son implantation dans les entreprises et l'audience médiatique de masse dont jouit sa porte-parole, a toujours refusé d'expliquer aux travailleurs que seule la grève générale pourra faire reculer le gouvernement, elle a refusé de dénoncer de manière ferme et systématique les dirigeants syndicaux

et d'exiger qu'ils appellent à la grève générale. Par exemple, s'adressant à des millions de personnes sur TF1, France 2, LCI, France Info, France Inter, etc., pendant le week-end de la Pentecôte, Arlette Laguiller n'a pas parlé *une seule fois* de la responsabilité des directions syndicales, elle n'a pas popularisé et exigé la grève générale, se contentant,

exactement comme la CGT, FO, la FSU, etc., de dénoncer les réformes et d'appeler à « étendre » et « généraliser » les grèves, à les faire durer « le temps qu'il faut ».

De la même manière, que lit-on par exemple dans le tract de LO sorti au lendemain de la gigantesque manifestation nationale du 25 mai, qui reproduit un éditorial d'A. Laguiller ?

D'abord, beaucoup de choses très justes, en particulier le constat que « *le gouvernement a engagé une épreuve de force* » et que, « *alors, c'est le moment de s'opposer à l'offensive générale contre les travailleurs* ». Certes. Mais, s'il s'agit d'une offensive générale, y a-t-il une autre solution que la grève générale pour

gagner ? Et, s'il n'y a pas d'autre solution, ne faut-il pas d'abord le dire aux travailleurs, et ensuite exiger des dirigeants syndicaux, qui en ont le pouvoir, d'appeler et d'organiser la grève générale ? Tel n'est pas, cependant, l'avis de LO, dont le tract s'achève sur des propositions *en tout point identiques sur le fond à celles*

*des bureaucrates syndicaux*. Qu'on en juge par la lecture du tableau suivant, où la colonne de gauche reproduit *in extenso* la conclusion du tract-éditorial de LO en date du 26 mai, et la colonne de droite propose des citations choisies des dirigeants de la CGT, de FO et de la FSU :

<u>Tract-édito de LO</u>	<u>Déclarations des bureaucrates syndicaux</u>
« Il faut que <b>les actions</b> continuent et <b>s'élargissent</b> . Il faut se saisir de toutes les occasions offertes par les syndicats pour amplifier le mouvement »	« [Le Bureau Confédéral de FO] appelle l'ensemble des salariés à <b>amplifier</b> la mobilisation et à agir, dans l'unité d'action la plus large et dans le respect de l'indépendance syndicale... » (19 mai)
« Il faut que <b>les grèves se généralisent</b> et s'étendent aussi aux entreprises privées »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Ce n'est pas la direction qui décrète la grève générale. Il faut d'abord une <b>accumulation</b> de luttes. » (Le Duigou, n°2 de la CGT, cité dans <i>Informations Ouvrières</i> du 21 mai).</li> <li>• « J'ai utilisé à dessein les notions d'<b>'amplification'</b>, de <b>'généralisation'</b>, de <b>'coordination'</b>. Mais <b>j'ai quelques craintes à employer le terme de 'grève générale</b> interprofessionnelle'. » (Blondel, dans <i>Le Monde</i> du 27 mai.)</li> </ul>
« Si les grèves et les manifestations <b>continuent</b> en s'amplifiant <b>le temps qu'il faut</b> , ces laquais du grand patronat et des riches que sont les ministres seront bien obligés de ravalier leur hargne anti-ouvrière et de ravalier leurs projets. »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « [Le Bureau fédéral de la FSU] confirme la volonté de la FSU de construire un mouvement unitaire d'ampleur <b>sur la durée</b> qui permette de faire reculer le gouvernement et d'obtenir satisfaction (...). (II) se félicite des actions puissantes, notamment de grève reconductible, qui se sont déroulées ou se déroulent dans un certain nombre de départements ; il appelle à les soutenir et à les étendre afin de contribuer à construire cet indispensable mouvement unitaire <b>dans la durée</b>. » (23 avril.)</li> <li>• « [Il faut] un très haut niveau d'action <b>inscrit dans la durée</b> (...) » (B. Lhubert, dirigeant de la CGT, cité dans <i>Rouge</i>.)</li> </ul>
<p>Résumons : 1) ligne de l'amplification des actions au pluriel, opposée à l'action unique de la classe ouvrière ; 2) ligne de la généralisation des grèves au pluriel, opposée à celle de la grève générale ; 3) ligne de l'inscription de ces actions et de ces grèves « dans la durée », contre la ligne de la grève générale décisive pour gagner. Où est la différence ? Si l'on s'en tient à cette question fondamentale, décisive, de l'orientation politique publiquement affichée dans la lutte de classe, il n'y en a pas.</p>	<p><i>poursuivre le mouvement et à une nouvelle journée le 10 juin, entraînant à la lutte. Mais elles ne proposent pas clairement d'obliger le gouvernement à ravalier tous ses projets. Elles demandent surtout à discuter, ce qui laisse place à l'arrêt de luttes moyennant quelques aménagements autour du tapis vert du projet gouvernemental.</i> » Certes. Mais que propose LO pour combattre un tel comportement, quelle est son orientation politique ? « <i>Que les travailleurs continuent à se faire entendre, que les grèves et les manifestations continuent et s'élargissent</i> » Or, encore une fois, cette orientation est <i>exactement la même</i> que celle des directions syndicales, qui déclaraient justement au même moment, dans une déclaration commune du 4 juin : « <i>Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, UNSA et FSU invitent leurs militants et les salariés à poursuivre l'action dans le cadre du processus de généralisation du mouvement. De nombreuses initiatives sont d'ores et déjà prises pour les 4, 5 et 6 juin. Grèves et manifestations doivent se développer tout au long de la semaine.</i> »</p>
<p><b>Responsabilité des dirigeants... ou culpabilité des travailleurs ?</b></p> <p>Même lorsque LO se risque à critiquer les appareils syndicaux, c'est toujours du bout des lèvres, ce n'est jamais pour les accuser de ne pas appeler à la grève générale ; et c'est en suggérant par là même que les principaux responsables de la mobilisation, de son succès ou de son échec, sont les travailleurs eux-mêmes. Par exemple, on lit dans l'éditorial du journal <i>Lutte ouvrière</i> paru le 6 juin : « <i>Les directions syndicales, qui appellent aux journées de manifestations, et maintenant à</i></p>	<p>Pour LO, le problème politique numéro 1, ce n'est donc pas le combat des bureaucrates contre les travailleurs pour empêcher la grève générale, mais c'est que les travailleurs ne seraient pas assez nombreux à se décider à se battre, alors même que les dirigeants syndicaux, eux, « <i>entraînent à la lutte</i> » (formule qui ne veut en fait pas dire grand-chose, à partir du moment où « la lutte » en question se réduit à des manifestations hebdomadaires, voire dominicales). En cas d'échec du mouvement, prévient même le titre de l'éditorial du 6 juin, « <i>nous le paierons cher à l'avenir</i> ». Autrement dit : si, travailleuses, travailleurs, vous ne vous mobilisez pas, alors vous serez punis, vous serez responsables de ce qui vous arrivera. La morale se substitue ainsi à l'orientation politique. Et ce discours rejoint par là celui des bureaucrates syndicaux qui, pour justifier leur propre mollesse, prétendent que les travailleurs ne seraient pas prêts à se battre jusqu'à la victoire.</p> <p><b>Pouvait-on gagner sans grève générale ?</b></p> <p>Par conséquent, dans la pratique, les militants de LO, qui ont</p>

notamment animé les coordinations dans l'Éducation nationale, se sont opposés à l'exigence que les syndicats appellent à la grève générale, ils ont pendant plusieurs semaines voté contre les motions qui se prononçaient en ce sens, avant de s'y rallier du bout des lèvres sous la pression des grévistes eux-mêmes. En général, leur argument est que cela ne sert à rien, puisque les bureaucrates sont des bureaucrates, et qu'ils ne veulent donc pas de la grève générale... Certes. Mais LO, de son côté, veut-elle concrètement la grève générale ? On peut en douter, puisque, encore une fois, elle ne le dit jamais aux travailleurs, elle n'explique jamais que c'est la seule solution pour gagner, pour vaincre le gouvernement.

De fait, la raison fondamentale de la ligne de la direction de LO est sa croyance que l'extension des grèves (au pluriel) et leur inscription dans la durée (nous avons vu que c'était l'alpha et l'oméga de son orientation) *pourraient suffire pour gagner* : « *Maintenant, lit-on par exemple dans l'éditorial du journal paru le 16 mai, il faut développer partout la mobilisation, les manifestations, les grèves, et cette force peut alors faire suffisamment peur au gouvernement pour le faire reculer.* » Autrement dit, si le gouvernement n'a pas encore retiré ses projets, c'est que les travailleurs ne lui font pas encore assez peur ! C'est donc une question quantitative, une question de degré, et non une question d'orientation *politique*. La direction de LO ne pense donc pas que seule la grève générale pourrait non pas seulement faire peur au gouvernement, mais le tétaniser, le paralyser, le faire capituler. Au lieu de donner cet objectif politique, elle va jusqu'à nous faire croire, en conclusion du même éditorial que « *le mouvement de novembre-décembre 1995 avait obligé le gouvernement Juppé à retirer son plan* ». Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Le plan Juppé contre la Sécurité sociale n'a pas été retiré, mais appliqué. Quant au plan Juppé contre les retraites du public, le recul du gouvernement sur ce point a permis justement de passer un accord avec les directions syndicales pour qu'elles cessent en échange la mobilisation pour défendre la Sécurité sociale ! Est-il normal, de la part d'une organisation « révolutionnaire », de donner pour modèle d'un mouvement en cours l'échec relatif, mais réel d'une mobilisation précédente trahie par les bureaucrates ?

### **Coordinations autoproclamées... ou comités de grève élus et centralisés ?**

Enfin, soulignons que LO prétend construire la grève « à la base ». Fort bien, nous sommes d'accord, dans la mesure où il va de soi que l'exigence de l'appel des directions syndicales à la grève générale, qui est une *orientation politique* fondamentale, n'empêche pas, mais implique au contraire, que les militants communistes révolutionnaires soient aux avant-postes pour aider les travailleurs à se mobiliser, à construire la grève. Mais pourquoi alors s'être opposé, comme l'ont fait ses militants dans l'Éducation nationale, à la constitution de comités de grève constitués de délégués élus, mandatés et révocables, donc représentatifs ? Pourquoi avoir opposé à cette ligne — seule à même de permettre l'auto-organisation des travailleurs, d'assurer la structuration de leur mouvement à tous les niveaux, seul vecteur solide et efficace du débordement des bureaucrates et de la généralisation — la ligne de « coordinations » non élues, simples assemblées générales limitant leurs ambitions à la réunion des personnels « les plus combattifs » entre eux, au lieu d'aider chacun de ceux-ci à se transformer en cadre organisateur des masses, en « délégué ouvrier » de ses collègues et, par là même, en cheville ouvrière de la structuration centralisée du mouvement ? Certes, des dizaines d'enseignants se sont saisis des coordinations pour essayer d'unifier les grévistes, de surmonter l'obstacle des appareils — même si la plupart de ceux qui n'étaient pas militants par ailleurs n'ont fréquenté ces AG que de manière épisodique, se lassant le plus souvent de ces réunions souvent très ennuyeuses car, justement, très peu politiques. Mais il n'en reste pas moins que non seulement le cadre formel imposé aux coordinations par leurs dirigeants, c'est-à-dire avant tout par les militants de LO, a permis bien souvent à ces derniers de peser de manière décisive dans les votes grâce à leur présence relativement nombreuse dans les AG (à partir du moment où chaque participant ne représente que lui-même, ceux qui sont par ailleurs organisés et disponibles pèsent évidemment beaucoup plus encore que leur simple addition) ; mais en outre, le cadre même des coordinations a précisément entretenu et, de plus en

plus aggravé, un certain décalage entre les personnels « les plus mobilisés » et les autres. En particulier, les réunions de la coordination n'ont cessé d'entretenir le sentiment des participants d'appartenir à une « élite » combattante, allant par là même toujours plus loin dans la fuite en avant « gauchiste » et anarchisante (notamment par la multiplication des actions minoritaires, soi-disant « dures » et « spectaculaires »), au lieu de garantir le caractère représentatif et par là même réellement constructif des AG, comme pouvaient seuls le faire les comités de grève de délégués élus, mandatés et révocables, fédérés et centralisés à tous les niveaux.

### **Le mouvement... mais le but ?**

D'un côté, donc, LO s'est refusée à exiger que les directions syndicales appellent à la grève générale et, par là même, à les dénoncer de manière ferme et systématique parce qu'elles ne le faisaient pas ; d'un autre côté, elle a développé (la main dans la main avec la CNT et une partie de SUD) une stratégie *gauchiste*, spontanéiste, anarchisante, consistant à *opposer* la construction de la grève « par le bas », à partir des *individus* « les plus combattifs », à la nécessité de son *organisation* à tous les niveaux et de sa *centralisation politique*. Ces deux aspects de la « politique » de LO s'expliquent bien sûr réciproquement : ici comme ailleurs, cette stratégie est fondamentalement *apolitique*, sans perspective, se contentant d'appeler à l'accumulation des luttes. LO ne propose aucun *objectif* politique simple et clair au mouvement, en l'occurrence l'objectif de vaincre le gouvernement par la grève générale. Ainsi, tout se passe comme si, pour LO, pour elle aussi, le mouvement était tout... et le but rien.

Or les bureaucrates, de leur côté, font de la politique, ils poursuivent des objectifs bien précis. C'est pourquoi nous disons que, malgré tous les efforts de ses militants pour construire le mouvement, la stratégie de LO revient objectivement à couvrir les appareils : au lieu de les combattre politiquement, LO les ignore, elle choisit la politique de l'autruche ou prétend essayer de les contourner. Ce faisant, elle contribue objectivement à leur permettre de déployer toute leur force contre-révolutionnaire contre le mouvement des masses.

## La LCR entretient la confusion sur les mots d'ordre, vidant l'objectif de la grève générale de son contenu, au profit d'une ligne de « stimulation critique » des appareils

Il n'est pas facile de présenter simplement la politique de la LCR. En effet, il est souvent difficile de retrouver une ligne homogène d'une semaine sur l'autre, d'un article de *Rouge* à l'autre d'une intervention syndicale à une autre, et bien sûr d'un militant à l'autre... C'est pourquoi nous nous en tiendrons ici à une analyse des tracts centraux diffusés par cette organisation pendant tout le mouvement de mai-juin.

La première chose qui frappe alors, c'est que, à la différence de LO, la LCR a abondamment utilisé le mot de grève générale, et même elle n'a cessé de le crier à pleins poumons, de le décliner sur tous les modes, de le chanter sur tous les tons... Mais cela ne veut pas dire qu'elle lui ait donné un contenu politique clair. En fait, la LCR (suivant une ligne finalement proche de celle de LO) a de manière générale opposé la ligne de la *construction de la grève générale « par en bas »* à l'exigence de l'*appel des dirigeants syndicaux à la grève générale* et, par là même, à la *dénonciation systématique des bureaucrates*, qu'elle a couverts pendant tout le mouvement.

### Grève générale... ou « grève reconductible »

Tout d'abord, la LCR n'a cessé d'entretenir l'ambiguïté entre les termes de « grève générale » et de « grève reconductible », employant tantôt l'un, tantôt l'autre, parfois dans le même sens<sup>1</sup>, parfois dans des sens différents, et allant jusqu'à inventer — par un sens du « compromis » opportuniste qu'on lui connaît bien — l'expression de « grève générale reconductible », voire de « grève reconductible générale »... Or, dans le mouvement que nous avons connu, cela n'avait rien d'une nuance verbale, mais, sous les mots, il s'agissait bien sûr d'exprimer des lignes politiques radicalement différentes. En effet, que veut dire le terme de « grève

reconductible » ? Au mieux, c'est un pléonasme : tout le monde sait que, en période de grève, les personnels se réunissent en AG et décident de continuer, de suspendre ou d'arrêter la grève. Mais de la part des bureaucrates syndicaux, ce « mot d'ordre » vise en réalité à faire reposer la responsabilité de poursuivre la grève sur les AG atomisées et mal informées, ce qui permet à la fois de faire croire, côté cour, qu'ils soutiennent les salariés, et d'éviter en fait, côté jardin, de prendre leurs responsabilités. Il faut rappeler que, de fait, dès le mois d'avril, le terme de « grève reconductible » a été utilisé par la FSU pour faire croire qu'elle soutenait les grèves spontanées qui se déclenchaient un peu partout malgré elle, tout en maquillant sous une apparence « démocratique » sa tentative d'isoler les grèves et son refus d'appeler à la grève générale de l'Éducation nationale pour protéger le gouvernement. Ainsi, en reprenant tel quel ce mot d'ordre de « grève reconductible », la LCR (comme l'une des deux *École émancipée*, tendance « de gauche » qu'elle anime dans la FSU) a cautionné et couvert la politique des bureaucrates, au lieu d'aider les personnels à les démasquer.

### De la « grève reconductible générale » à la « grève générale reconductible » (ou l'art du mot d'ordre ridicule)

Cependant, voyant le vent tourner à l'approche du 1<sup>er</sup> mai, la LCR s'est mise à parler de « grève reconductible générale ». Mais, là encore, qu'est-ce que cela veut dire ? Au mieux, cette expression est auto-contradictoire : si une grève est « reconductible », c'est-à-dire reconduite AG par AG, comment sera-t-elle en même temps générale, c'est-à-dire, tout au contraire, unifiée et centralisée ? Ici comme ailleurs, la LCR se contente en fait de « gauchir » sans la combattre réellement la ligne des appareils. De fait, dans ce même tract du 1<sup>er</sup> mai, elle s'inscrit pleinement dans le cadre proposé par les dirigeants syndicaux, le cadre des journées d'action dispersées, au lieu de le dénoncer : « [Dans l'enseignement], lit-on, une grève nationale est annoncée le 6 mai. Sur les retraites, les syndicats ont également décidé de faire du 13 mai

une nouvelle journée de grève et manifestations. Les 6 et 13 mai peuvent être les points de départ de l'extension et de la généralisation du mouvement, à l'appel de tous les syndicats. » On ne trouve pas un mot sur la nécessité d'un appel des confédérations et fédérations à la grève générale jusqu'au retrait des plans gouvernementaux. Et, pour couronner le tout, ce tract du 1<sup>er</sup> mai donne au mouvement général l'objectif de suivre le modèle de novembre-décembre 1995 (un peu comme LO), tout en faisant croire qu'une « grève reconductible générale » aurait eu lieu à ce moment-là, qui aurait « mis en échec » Juppé. Pourquoi raconter pareilles sornettes aux travailleurs ? Pourquoi ne pas leur expliquer d'emblée, au contraire, que, à la différence de 1995, il s'agit cette fois de vaincre le gouvernement, d'imposer aux bureaucrates la grève générale, la vraie ?

Cependant, comme si elle s'était aperçue du caractère pour le moins confus du mot d'ordre de « grève reconductible générale », la LCR lui a discrètement substitué quelques jours plus tard celui de « grève générale reconductible »... Là encore, on se demande bien ce que pourrait être une telle « grève générale » réelle qui, alors que le pays serait paralysé et le gouvernement écartelé entre la démission, l'organisation de nouvelles élections et l'appel à l'armée, se reposerait chaque jour la docte question de savoir si elle doit se reconduire ou se suspendre... Mais en fait, dans cette période qui a suivi le 13 mai, la ligne de la LCR était tout de même largement plus celle de la grève reconductible *tout court*... que celle de la grève générale. Par exemple, on lit dans son tract pour la journée d'action du 19 mai : « La grève reconductible se joue maintenant, dans les jours qui viennent. (...) Pourquoi (...) la direction confédérale de la CGT, au travers des déclarations de son secrétaire confédéral, Bernard Thibault, refuse-t-elle d'appeler à la grève reconductible et s'en tient à l'appel au 25 mai ? » Ainsi la LCR ne trouve rien d'autre à reprocher à Thibault que de ne pas faire comme Aschieri dans l'Éducation ! Et le tract poursuit : « La dynamique du 13 mai doit s'élargir, s'approfondir pour

<sup>1</sup> Par exemple, le tract LCR du 27 mai affirme que « la grève est générale dans l'Éducation nationale » ; mais, dans celui du 10 juin au soir, on lit que « la grève reconductible continue dans l'Éducation nationale »... « grève reconductible » qui redevient, comme par enchantement, une « grève générale de l'Éducation nationale » dès le lendemain matin, dans le tract du 11 juin...

déboucher sur la grève générale reconductible. Partout, des assemblées générales de cheminots, de postiers, d'enseignants, de salariés du public et du privé doivent se réunir, dans l'unité pour discuter des formes concrètes d'un mouvement de grève générale reconductible. » — En un mot, si l'on comprend bien les méandres subtils de la stratégie suivie par la LCR, il appartiendrait aux confédérations d'appeler à la « grève reconductible » tout court, et aux travailleurs de construire, par le bas, AG par AG, la « grève générale reconductible »... N'est-ce pas absurde ? À moins que l'exigence de l'appel des dirigeants syndicaux à la « grève reconductible » tout court ne soit conçue par la LCR que comme une subtile tactique politicienne, en quelque sorte comme une étape vers la « grève générale reconductible » ? Qui s'étonnera alors que la LCR soit pour... la « grève générale par étapes » ?

### **La situation était-elle mûre le 25 mai ?**

En revanche, le tract du 27 mai, même s'il reprend les chiffres truqués des syndicats pour la manifestation du 25, semble plus alléchant : « *La grève générale les fera céder* », lit-on en titre. Mais comment ? On ne le saura pas. En effet, le tract se poursuit de la manière suivante : « *Après l'immense 13 mai, la Grande Manif du 25 mai confirme le signal préparatoire à la généralisation des grèves* ». Autrement dit, la grève générale est encore loin : on n'en est qu'à un signal, qui plus est préparatoire, qui en outre ne nous prépare qu'à la généralisation, et à la généralisation des grèves au pluriel ! Mais rassurons-nous : on apprend aussi que, dans l'Éducation nationale, la « grève générale » (tout court !) est déjà là, et bien là ! En effet, le tract précise, sans rire : « *C'est parce que la grève est générale dans l'Éducation nationale que le gouvernement songe à des concessions* ». Ainsi, les choses sont claires : si la grève générale est déjà là dans l'Éducation nationale alors que la FSU et les bureaucrates font tout pour ne pas y appeler, c'est bien qu'on n'a pas besoin d'un appel des directions syndicales pour y arriver ! (Quant aux « concessions » auxquelles le gouvernement était censé « songer » au soir du 25 mai, il n'y a bien que la LCR pour y croire !) De fait, l'exigence par laquelle se termine le tract de la LCR au lendemain de la

gigantesque manifestation du 25 mai et du refus des confédérations d'appeler à la grève générale est bien modeste : « *Toutes les confédérations syndicales opposées au plan Fillon devraient le dire : pour faire plier Raffarin-Fillon, une grève reconductible, un tous ensemble, sont nécessaires. Cela ne se décrète pas, mais cela se prépare* ». En somme, Thibault et Blondel ont bien eu raison de ne pas « décréter » la grève générale au lendemain du 25, ils ont bien compris, eux aussi, que cette journée-là n'était finalement qu'un « signal préparatoire à la généralisation »... Décidément, une telle orientation est-elle autre chose qu'un accompagnement « 100% à gauche » des appareils ?

### **La LCR se met à « critiquer » les bureaucrates syndicaux quand c'est (presque) trop tard...**

Le tract pour le 3 juin développe une ligne identique au précédent. Mais ceux du 10 juin au soir et du 11 juin sont très intéressants. Rappelons que, la veille, au soir de la dernière grande « journée d'action », et après un nouveau refus très clair de Thibault d'appeler à la grève générale dans son interview donné à *L'Humanité*, les directions syndicales ont refusé de rassembler les 200 000 manifestants de la région parisienne devant l'Assemblée nationale, Place de la Concorde, abandonnant à la répression policière les manifestants qui voulaient signifier aux députés leur refus de la réforme Fillon. Au lieu de cela, les dirigeants syndicaux ont annoncé la tenue d'un grand meeting intersyndical à... Marseille, afin de bien signifier au pouvoir qu'il ne s'agit en aucun cas de l'affronter là où il est, à Paris, à l'Élysée, à Matignon et à l'Assemblée. Enfin, suite à de nouvelles discussions avec le gouvernement et à l'engagement de celui-ci à ne transférer « que » 100 000 personnels ouvriers de l'Éducation nationale aux collectivités territoriales, Aschieri a annoncé sa satisfaction face à ce qu'il a osé appeler un « recul du gouvernement ». En conséquence, en cette veille du début des épreuves du baccalauréat général, Aschieri vient de s'engager auprès du gouvernement à ne pas gêner par la grève le bon déroulement des épreuves et à aider à la mise en place implicite d'un véritable service minimum avec les « non-grévistes »... De l'autre côté, face à ce comportement des bureaucrates syndicaux, l'inquiétude,

le doute et le désarroi des travailleurs mobilisés franchissent un palier le soir du 10 juin, quand ils comprennent que les bureaucrates sont en train de gagner, d'empêcher la grève générale, de briser la mobilisation.

Du coup, dans ses tracts du 10 juin au soir et du 11 juin, même la LCR se sent soudain obligée... de souligner la responsabilité des directions syndicales ! Dans le premier, elle affirme que « *seule la grève générale peut le faire reculer (le gouvernement)* ». Les confédérations syndicales doivent maintenant montrer qu'elles y sont prêtes et cesser leurs attermolements. » Et dans le second, la LCR demande, dans un sous-titre : « *Pourquoi aucun appel syndical unitaire à la grève générale ?* » Certes, mieux vaut tard que jamais... Et on n'aura pas l'impertinence de se demander s'il est bien normal, de la part d'une organisation « communiste révolutionnaire », d'attendre le début de la fin du mouvement pour le faire...

### **... et même quand elle les critique en apparence, elle les couvre en réalité !**

De toute façon, le reste de ce tract du 10 juin au soir éclaire la nouvelle ligne de la LCR d'un jour particulier : prenant connaissance du résultat des négociations Sarkozy-Aschieri, on apprend qu'il y aurait un « *premier recul du gouvernement* » ! On croirait entendre parler Aschieri lui-même, qui n'a d'ailleurs pas droit à la moindre critique, alors qu'il vient d'annoncer sa décision de casser la grève de l'Éducation nationale le jour du baccalauréat ! En outre, la LCR écrit que le recul du gouvernement « *doit inciter tous les salariés à renforcer leur action* ». Si les enseignants ont réussi à infliger au Gouvernement un premier recul partiel, un mouvement d'ensemble peut obliger Raffarin-Fillon à revoir la question des retraites. » « Revoir la question des retraites » ??? Qu'est-ce que c'est que cela ? Pendant un mois, des millions ont exigé le retrait pur et simple du plan Fillon, seuls les bureaucrates exigeant que le gouvernement « revoie la question ». Après la « grève générale par étapes », la LCR voudrait-elle faire reculer le gouvernement par étapes ? À moins qu'il s'agisse (soyons cléments) d'une formule malheureuse de la part d'une LCR fatiguée par la « grève reconductible inscrite dans la durée » ? Ce serait alors d'autant plus « malheureux » que cela coïncide

justement avec l'annonce par la CGT d'une pétition adressée aux parlementaires, qui se caractérise précisément par le fait qu'elle n'exige nullement le retrait du plan Fillon, mais seulement que le gouvernement ouvre le dossier des retraites !

Quant au tract du 11, on y lit : « Depuis deux mois, évidemment [sic : c'est tellement évident que les tracts précédents de la LCR n'avaient même pas jugé bon de le dire aux travailleurs ! — NDR], il a manqué la volonté des directions syndicales d'appeler, dans l'unité, à la grève générale reconductible dans l'ensemble du secteur public, à la différence de l'Éducation nationale. Cet appel aurait aussi aidé à la mobilisation dans le secteur privé. Les directions n'ont pas cherché à faire converger toutes les luttes, craignant de ne pas contrôler le mouvement. » Si l'on comprend bien, les confédérations seraient coupables de ne pas avoir appelé à la grève générale seulement dans le secteur public (pour le secteur privé, leur culpabilité serait déjà moindre, limitée à un refus de « faire converger les luttes » !)... alors que, en revanche, la gentille direction de la FSU, elle, aurait appelé à la « grève générale reconductible » avec les autres syndicats de l'Éducation ! La LCR se moque du monde, non seulement parce que la FSU nationale n'a jamais réellement appelé à la grève générale (si l'on excepte un ou non deux communiqués confidentiels disant tout et son contraire) mais surtout parce que la LCR flatte honteusement la FSU quelques heures après l'ultime et décisive trahison d'Aschieri.

En outre, au lieu de concentrer ses analyses et propositions, en cette veille du meeting de Marseille, sur l'idée de la dernière chance, sur l'exigence que les syndicats appellent enfin à la grève générale à partir du 12, elle tombe dans l'optimisme spontanéiste béat. On lit ainsi, toujours dans le tract du 11 juin : « La grande vague de grèves (13 mai, 3 juin), de manifestations, n'en finit pas de s'étendre au pays tout entier, aux quartiers, aux petites villes. Grève générale de l'Éducation nationale, grèves reconductibles à la SNCF, la RATP, dans les collectivités territoriales, manifestations dans les zones industrielles, débrayages ou grèves dans le secteur privé, blocage des centres villes, coupure d'électricité, assemblées populaires dans les Bourses du travail, occupations des ports (Marseille, Boulogne), des conseils généraux, des

mairies, piquets de grève solidaires : tous les jours, le vaste mouvement contre le plan ». — En somme, ce n'est pas si grave si les dirigeants confédéraux ne veulent toujours pas appeler à la grève générale : comme par enchantement, la grève s'étend d'elle-même ! Et la LCR termine son envolée en se sentant quand même obligée de nous rassurer tous : « Le mouvement social, commencé il y a plusieurs semaines, est loin d'être terminé. » Ouf, on se sent déjà mieux !

### **Quel bilan la LCR tire-t-elle à la fin du mouvement ?**

Enfin, dans le tract du 16 juin, qui reconnaît du bout des lèvres que « le mouvement de grèves connaît un creux », la LCR s'en prend avec une certaine véhémence — maintenant que c'est vraiment trop tard, qu'il n'y a plus de danger pour eux ! — aux bureaucrates (à l'exception notable de la FSU, il ne faudrait tout de même pas exagérer) : « Malheureusement, les directions des grandes confédérations syndicales dont la CGT ne combattent pas pour le retrait du projet Fillon et les 37,5 pour tous. Elles ne veulent pas se mesurer au Parlement, se contentant de demander la réouverture des négociations. Au lendemain du 13 mai, puis du 25 et même du 3 juin, il aurait été pourtant possible d'aller vers la grève générale. Les directions confédérales ne l'ont pas voulu. » Comme on aurait voulu entendre un langage si clair et simple dans les tracts précédents ! Hélas ! La suite se gâte rapidement : la LCR explique que les salariés n'auraient pas été « vaincus » ; en effet, cela l'aurait obligée à reconnaître qu'ils l'ont été non pas tant par le gouvernement que par les bureaucrates de la CGT, de FO et de la FSU. Mais surtout, la suite du tract, très alambiquée, vaut son pesant d'or : « Vaincus, non, mais il est clair que si le projet Fillon était voté, le patronat aurait marqué un point. Ceci dit, ils n'ont pas encore gagné et, par lui-même, notre mouvement est déjà un immense succès. Nous avons réussi à faire basculer l'opinion qui, hier encore, n'imaginait pas que l'on puisse dire non à cette politique dite de réformes, commencée par la gauche et que la droite intensifie. Un immense espoir est né. » — Comment la LCR peut-elle écrire : « Si le projet était voté » ? Pourrait-il ne pas l'être après l'échec de la montée vers la grève générale ? Là encore, s'agit-il de couvrir l'opération « pétition aux

parlementaires » par laquelle les syndicats essaient de nous faire croire qu'ils peuvent obtenir au moins le report du vote ? — Quant à la phrase annonçant la prétendue « victoire sur l'opinion publique », elle revient là encore à couvrir les bureaucrates syndicaux, qui n'ont cessé de nous faire croire, tout au long du mouvement, que le problème majeur était le manque de soutien de l'opinion — en un mot : que les salariés n'étaient pas prêts à la grève générale.

### **Quel bilan doit-on tirer sur la LCR à la fin du mouvement ?**

Ainsi, sur la question de la grève générale comme sur la question de la perspective politique générale proposée par la LCR, tout est fait pour noyer le problème central de la direction du prolétariat, la nécessité de combattre ouvertement et frontalement les appareils traîtres qui confisquent les organisations ouvrières, la nécessité pour cela de construire un parti immédiatement et ouvertement communiste, révolutionnaire et internationaliste, fondé sur le programme de la IVe Internationale. Corrélativement, la LCR fait tout ce qu'elle peut pour noyer également le caractère central de la question du pouvoir, pour ne pas mettre en avant la perspective du gouvernement des travailleurs par les travailleurs, pour les travailleurs — ses diatribes contre l'« illégitimité » du gouvernement Chirac sonnait dès lors d'autant plus creux qu'elle n'a pu faire oublier son lamentable appel à voter pour lui en 2002. À cette orientation marxiste révolutionnaire, la LCR substitue sa ligne « mouvementiste » de la « gauche anticapitaliste » (opposée à la « gauche social-libérale »). Cela lui évite ainsi de choisir entre réforme et révolution (ce qui est le propre des organisations « centristes ») et, par là même, qu'elle le veuille ou non, cela la fait objectivement s'éloigner toujours davantage de la révolution, et se rapprocher toujours davantage du réformisme. C'est ce qui explique sa politique droitiste opportuniste, comme par exemple sa ligne, constante d'un bout à l'autre du mouvement, « pour une autre répartition des richesses » qui, tout en étant à peu près vide de contenu, est certainement plus proche de celle de l'orientation et de l'idéologie de Thibault et de Blondel que de celles du Programme de transition de la IVe Internationale !

## Le PT couvre la bureaucratie de Force Ouvrière et dépolitise l'objectif de la grève générale

Le Parti des Travailleurs (PT), tout en se battant pour l'appel des syndicats à la grève générale, n'a eu de cesse, fondamentalement, de couvrir l'appareil de Force Ouvrière à tous les niveaux, vidant par là même cette exigence de son contenu politique.

Durant tout le mouvement, *aucun* article de son journal *Informations ouvrières (IO)* n'a dénoncé ou même critiqué l'orientation de la confédération FO. Alors que Thibault et la CGT ont été régulièrement dénoncés, les propos de Blondel, y compris lorsqu'il a refusé ouvertement d'appeler à la grève générale pour ne pas mettre en péril le gouvernement, ont été soigneusement cachés aux lecteurs d'*IO*.

Corrélativement, *IO* s'est contenté comme d'habitude de rendre compte de motions d'assemblées générales et de déclarations de grévistes ou de manifestants, réduisant ses propres propositions politiques à la peau de chagrin.

Enfin, dans la pratique, les militants du PT ne se sont guère battus pour constituer et fédérer de vrais comités de grève, leurs efforts en ce sens étant, faute d'une orientation politique correcte, extrêmement partiels, fondamentalement limités par leur choix d'intervenir avant tout sous leur casquette syndicale, versant plus que jamais dans le para-syndicalisme absolu, et n'ayant de cesse, pour la majorité d'entre eux, qui sont à FO, de couvrir publiquement, jour après jour, la politique de cette confédération. En même temps, ils ont presque déserté les coordinations catégorielles et souvent les assemblées générales interprofessionnelles, les abandonnant ainsi à LO et à la LCR, au lieu de se battre de manière systématique pour en faire un point d'appui de la structuration du mouvement, pour y imposer la ligne des délégués mandatés et révocables, la ligne des comités de grève élus intégrant les organisations combattives.

Afin de nous en partir des faits vérifiables, nous nous limiterons ici à un examen détaillé de la manière dont l'orientation du PT s'est exprimée dans son journal.

**Appel à la grève générale... ou dépôt de préavis de grève « à durée non limitée » ?**

Dans le numéro 588 du 7 mai, on peut lire dans l'éditorial, intitulé « *À la veille du 13 mai* » : « (...) *Que faudra-t-il faire le 14 mai au matin si le gouvernement n'a pas cédé devant la mobilisation de millions et de millions ? S'il s'agit bien de le faire céder, alors, la question de la grève générale interprofessionnelle est sur toutes les lèvres* ». Soit. Mais au lieu d'expliquer que la grève générale est un *objectif politique*, et que l'appel à la grève générale est *immédiatement* de la responsabilité des dirigeants des confédérations et des fédérations ; au lieu de dénoncer le fait que, d'ores et déjà, les uns et les autres prennent leurs dispositions pour protéger le gouvernement, pour qu'il n'y ait aucune poursuite de la grève au-delà du 13 mai, le secrétaire national du PT, Daniel Gluckstein, poursuit dans les termes suivants : « *Des organisations syndicales ont d'ores et déjà déposé au plan national des 'préavis de grève à durée non limitée', explicitement reliés à la revendication des 37,5 pour tous. Et dans plusieurs entreprises, les travailleurs avec les syndicats ont convoqué des assemblées générales le 14 mai au matin pour décider. Y a-t-il une autre voie ?* » Une telle conclusion de l'éditorial pose deux problèmes majeurs. Tout d'abord, en affirmant que les AG vont décider, l'éditorialiste fait reposer la responsabilité de « *la question de la grève générale* » sur les travailleurs, au lieu de souligner d'emblée la responsabilité des directions syndicales<sup>1</sup> ; or on sait que, au lendemain du 13 mai, les 14, 15 et 16, en particulier dans les transports publics, l'appel à la décision des AG émiettées et « souveraines » a été le moyen utilisé par les directions pour empêcher la poursuite de la grève, pour faire pression dans le sens de la reprise du travail. — Mais surtout, le dépôt d'un *préavis de grève*, fût-il « à durée non limitée », n'a rien à voir avec un appel à la grève générale : ce

<sup>1</sup> Cette orientation n'a rien d'accidentel, puisqu'elle est réitérée dans le petit éditorial de la p. 3 qui, après avoir souligné à juste titre que l'exigence de la grève générale « *est formulée dans de nombreuses motions d'assemblées générales s'adressant aux fédérations et aux confédérations* », se conclut cependant par la phrase : « *Déjà, des décisions sont prises de convoquer des assemblées générales le 14, car c'est aux travailleurs de décider.* »

n'est, au contraire, qu'une manœuvre de bureaucrates pour faire croire qu'on est pour la grève « non limitée », tout en faisant reposer la responsabilité de poursuivre ou non la grève sur les travailleurs (« on vous couvre légalement, mais débrouillez-vous sans nous »). Ce n'est en aucun cas un pas vers la grève générale, contrairement à ce que prétend l'éditorialiste du PT, en suggérant que la multiplication des « préavis de grève » seraient en quelque sorte autant d'« étapes » vers la grève générale.

**Comment présenter FO comme très à gauche... ou l'art de choisir les citations**

Or, en réalité, quand on y regarde de plus près, c'est-à-dire à la page 3 du journal, on s'aperçoit que ce que l'éditorialiste appelle « des organisations syndicales » se réduisent à une seule, à savoir... l'Union interfédérale des fonctionnaires FO ! (D'ailleurs, le « préavis de grève à durée non limitée » en question, qui énumère des revendications, ne demande même pas le retrait du plan Fillon !) Comme l'éditorial dénonce (à juste titre) la trahison annoncée de la CFDT et les ambiguïtés de Thibault, le lecteur est discrètement poussé à conclure lui-même : dans tout ça, c'est quand même FO qui est le plus à gauche !

De même, dans le numéro suivant, (589), on trouve en p. 6 un très intéressant petit florilège de citations non commentées, mais choisies avec soin par la rédaction — afin de laisser le lecteur se faire sa propre opinion en toute « objectivité »... Devinez à qui celui-ci donnera sa préférence, entre un Chèreque qui s'affirme ouvertement pour l'allongement de la durée de cotisation, un Thibault qui annonce que la mobilisation ne devra pas se poursuivre au-delà du 14 et avant le 25, une Annick Coupé qui se rallie à l'idée d'une « manifestation nationale fin mai » même si elle n'exclut pas « dans un certain nombre de secteurs des grèves reconductibles », et enfin un... Blondel qui affirme (tout en précisant certes, au cas où on ne s'en serait pas douté, qu'il ne veut pas du « grand soir révolutionnaire » !) : « *J'ai dit que cela méritait une grève générale. C'est-à-dire que je suis pour la*

*généralisation de la grève. (...) Je demande que l'on reste à 37,5 de cotisation pour construire une retraite substantielle.* » Décidément, la direction de FO n'est-elle pas la plus à gauche de toutes ?

### **Le PT invente le mot d'ordre de « grève totale unie »... Pourquoi ?**

Dans ce numéro 589 du 14 mai, le titre est le suivant : « 13 mai, grève totale unie, manifestations monstres. Et maintenant : journées d'action à répétition ? Pour gagner : grève totale unie jusqu'au retrait du plan Fillon ». « Grève totale unie » ? On reste un peu perplexe : bien sûr, on ne va pas s'opposer par principe aux innovations terminologiques dans le mouvement ouvrier, mais quelle est la signification politique de cette expression inusitée, inventée pour l'occasion par le PT ? Pourquoi ne pas parler tout simplement de « grève générale » ? C'est d'autant plus surprenant que la suite du journal lui-même rend compte de nombreux appels d'AG exigeant des dirigeants syndicaux qu'ils appellent à la grève générale.

Mais on ne trouve aucune justification ou explication de cette innovation subtile dans les pages du journal. Il faut attendre le numéro suivant (590, 21 mai) pour commencer à comprendre. On y lit en effet, p. 3, un étonnant « communiqué » du PT, daté du 19 mai, 19 heures. Il commence par la sempiternelle réactivation du mythe de la citadelle assiégée : « De toutes parts, ouvertement ou insidieusement, les positions du Parti des travailleurs sont mises en cause [en fait, ni ce numéro, ni le précédent, ni les suivants ne citent de telles attaques contre le PT : le lecteur qui n'est pas dans le secret restera donc sur sa faim (NDR)]. Le Parti des travailleurs déclare : • Si nous estimions, comme parti, devoir lancer des mots d'ordre qui appellent à aller plus loin dans ce que révèle le mouvement en cours des travailleurs de toutes catégories, qui réalisent l'unité avec les fédérations et confédérations syndicales, alors nous en prendrions ouvertement la responsabilité. • Comme parti, aujourd'hui nous disons clairement : C'est un fait, la grève générale du 13 mai, les nombreuses et puissantes manifestations ont rassemblé toutes et tous derrière l'unité des travailleurs, des organisations, des fédérations et confédérations ; (...) C'est un fait, les travailleurs unanimes réunis dans les assemblées générales donnent mandat

*aux fédérations et aux confédérations d'appeler à la grève générale interprofessionnelle. (...) »*

Ouf ! Cela a l'air bien compliqué... Si l'on comprend bien, le PT soutient l'exigence des travailleurs que les dirigeants syndicaux appellent à la grève générale, mais lui-même, « comme parti », ne veut pas appeler les travailleurs à aller plus loin qu'ils ne veulent aller, tout en précisant cependant que, dans d'autres circonstances, il pourrait les appeler à aller plus loin qu'ils ne veulent aller... Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Pour le comprendre, il faut se reporter en p. 5. Là, la lettre d'un lecteur, apparemment normalement constitué, c'est-à-dire perplexe face aux subtilités infinies de la ligne du PT « comme parti », demande une explication — et le journal précise que d'autres adhérents ont fait la même demande (ce qui, à vrai dire, nous rassure sur le compte des camarades de base du PT), et même que sa question « *recoupe d'ailleurs un débat que nous avons eu dans une de nos dernières assemblées de militants* » (il y aurait donc des débats au PT...). La question du militant est simple, claire et précise : « *Je m'interroge (...) sur les raisons qui vous ont fait remplacer cette expression [celle de grève générale], à laquelle de nombreuses assemblées générales, fédérations syndicales, unions locales, etc., se réfèrent actuellement, par celle de 'grève totale unie'. Est-ce la même chose ? Pourquoi, alors, en changer la dénomination ? Mais peut-être est-ce différent ? Qui a décidé, alors, de cette politique ? Qui l'a justifiée ? Avec quels arguments ? Le simple lecteur régulier doit-il être tenu dans l'ignorance ? Je ne crois pas, et, j'imagine, vous non plus.* »

### **La grève générale ? D'accord, mais alors pas une grève générale politique ! ...**

Or, voici la réponse de la direction du PT, qu'il faut lire attentivement, mais en ayant le cerveau bien accroché : « *Qu'est-ce que ce mouvement ? (...) La force existe pour faire reprendre en charge à tous les niveaux l'unité des fédérations et des confédérations. C'est ce à quoi doivent servir les comités de grève élus, 'en bas', dans les collèges, les écoles... La grève générale pose la question du pouvoir, de quel gouvernement ? Est-ce qu'on peut dire aujourd'hui : gouvernement des comités ? Non. Alors, commençons par construire des*

*comités de grève. Là est le problème. C'est la classe ouvrière qui, elle-même, prend en charge sa propre destinée, c'est à cela qu'il faut aider dans le processus même de la lutte des classes. Nous appuyons de toutes nos forces l'exigence adressée par les assemblées générales aux directions des organisations d'appeler à la grève totale unie, ou à la grève générale unie jusqu'au retrait. Mais nous, comme PT, nous avons indiqué dans le tract diffusé le 20 mai que nous reprenions le mot d'ordre de grève générale interprofessionnelle lancé par des syndicats. Il s'agit pour nous d'aider au mouvement pratique par lequel les travailleurs réalisent leur unité, l'unité de fédérations et des confédérations dans la grève. »*

Si l'on comprend bien, le PT veut bien appuyer les travailleurs qui parlent naïvement de grève générale, afin de les « aider pratiquement », mais il ne veut pas assumer lui-même ce terme car, en tant que parti savant et cultivé, d'avant-garde, il sait, lui, ce que les travailleurs ne savent pas, à savoir que la grève générale, la vraie, pose la question du pouvoir ; or le PT estime, « comme parti », que la situation n'est pas telle qu'on puisse poser la question du pouvoir ; donc il ne faut pas que, « comme parti », on mette en avant le mot d'ordre de grève générale... Bref, la « grève générale » qui est à l'ordre du jour est une grève générale qui ne doit poser que des « problèmes syndicaux », mais pas de « problèmes politiques ». On sait que, pour le PT, la ligne de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats sert à justifier la séparation bien étanche entre les questions qui relèvent des « prérogatives des syndicats » et celles qui relèvent des partis... En un mot, il ne s'agit pas de vaincre le gouvernement Chirac, il ne s'agit pas d'aider la classe ouvrière à se reconstituer, par et dans sa lutte de classe, en sujet historique, en force politique capable d'imposer ses choix, capable pour le moins de faire chuter le gouvernement de la bourgeoisie. Non, le PT a fixé un objectif bien précis au mouvement : il faut une grève totale unie jusqu'au retrait du plan Fillon, mais il ne faut surtout pas tirer de conclusions politiques de cette orientation.

### **... Blondel est bien d'accord !**

Or, cinq jours plus tard, au lendemain de la manifestation du 25 mai, Blondel justifiera son refus d'appeler à la grève générale en



repreuant exactement les arguments du PT. Rappelons encore une fois ses propos : « *J'ai quelques craintes à employer le terme de 'grève générale interprofessionnelle'. Qu'on le veuille ou non, il renvoie à l'idée d'insurrection et bien sûr, à une lutte politique contre le gouvernement. Étant partisan de l'indépendance syndicale, je préfère rester prudent.* » (*Le Monde* du 27 mai.) Un grand merci, donc, à *Informations ouvrières* pour avoir aidé objectivement Blondel à préparer son discours !

### **L'objectif de la grève générale « non politique » pour le PT : des négociations avec le gouvernement**

Le numéro 591, du 28 mai, a pour titre : « *25 mai : un million dans la rue. Tous dans l'unité pour le retrait.* » Ainsi, c'est plus facile, on ne parle plus ni de grève générale, ni de grève totale unie ! Serait-ce pour ne plus troubler les militants ? Ou parce que, finalement, ce dernier mot d'ordre serait lui-même encore trop politique ? Mystère. En tout cas, notre si belle innovation conceptuelle disparaît d'*IO* dans tous les numéros suivants... — Mais l'éditorial du n°591 n'en est pas moins fort intéressant pour bien comprendre la ligne du PT. Constatant que le gouvernement ne veut pas négocier, Daniel Gluckstein s'y demande gravement : « *Sommes-nous toujours en démocratie ?* » Répondant par la négative, il poursuit : « (...) *Il n'y aura aucun pas dans le sens de la démocratie sans l'ouverture immédiate, sans conditions, de négociations entre le gouvernement et les organisations syndicales, sur la base du mandat des 13, 19 et 25 mai : 37,5 pour tous, public-privé ; retrait du plan Raffarin-Fillon et des mesures de décentralisation. Le gouvernement s'y refuse ? Alors, que reste-t-il comme recours aux travailleurs, sinon d'en appeler, comme ils le font dans les assemblées générales, à la grève générale interprofessionnelle dans l'unité des travailleurs, des fédérations et confédérations, pour la satisfaction des légitimes revendications ? N'est-ce pas cela, la démocratie ?* » (Les caractères gras et le soulignement sont de nous, NDR.)

Ainsi, les choses sont claires : non seulement la grève générale n'est surtout pas un objectif politique, mais encore c'est un mot d'ordre qui n'a aujourd'hui de sens que parce que le méchant gouvernement ne veut pas négocier avec Thibault et Blondel ! Certes, on ne saurait être en général contre le fait que les syndicats

« négocient » des améliorations pour les travailleurs. Mais a-t-on entendu les manifestants et les grévistes de mai-juin 2003 exiger des « négociations » ? Non, absolument pas. Ce n'était l'exigence que des bureaucrates syndicaux pour montrer au gouvernement qu'ils ne voulaient pas le vaincre, mais seulement être « écoutés » et avoir une attitude « responsable ». Le PT peut bien prétendre qu'il se donne pour but de relayer les aspirations des travailleurs, il se fait en l'occurrence le relais des bureaucrates, et non l'écho des manifestations et des assemblées générales des travailleurs. — Du reste, comment comprendre cette « revendication » que le « retrait du plan Fillon et des mesures de décentralisation » soit « à la base » de ces négociations ? Cela ne veut rien dire. Car si ces plans sont retirés, qu'y aura-t-il à négocier ? Un nouveau plan contre nos retraites ? Ce n'est pas ce que demande le PT, évidemment. Alors, une amélioration de notre système de retraites ? Mais c'est exactement ce que revendiquent les bureaucrates de la CGT, de FO et de la FSU, dont les exigences, prises en elles-mêmes, sont à peu près toutes progressistes, car c'est très facile de faire croire aux travailleurs qu'on se bat pour leurs intérêts en multipliant les revendications, mais sans dire comment l'on va faire pour obtenir leur satisfaction ! Or, encore une fois, qui peut croire que le gouvernement Chirac pourrait être « convaincu » par des négociations qu'il faut satisfaire les revendications des syndicats en matière de retraites ? Personne. D'un autre côté, si une grève générale se réalise, va-t-on lui donner comme but de forcer Chirac à négocier, puis faire rentrer tout le monde sagement chez soi ? Va-t-on se contenter du retrait du plan Fillon ? Certes, il était indispensable, dans le présent mouvement, de faire la clarté sur les revendications, il ne s'agissait pas de faire croire aux travailleurs qu'on était à la veille de la révolution. Mais il fallait savoir avancer la grève générale comme *perspective politique*, comme moyen non seulement de faire retirer les projets, mais aussi de vaincre ce gouvernement réactionnaire et illégitime. En revanche, subordonner le mot d'ordre de grève générale à l'organisation de négociations, c'est renoncer à toutes ses tâches de parti politique ouvrier.

### **Le para-syndicalisme crypto-réformiste du PT**

Le PT se démêle ici dans les contradictions mêmes du réformisme syndical. En refusant de poser la question du pouvoir, fût-ce sous la forme de la dénonciation générale de ce gouvernement réactionnaire, et de mettre en avant l'objectif de le vaincre, le PT croit adapter sa politique à une situation qui, de fait, n'est pas révolutionnaire ; mais, en réalité, ce refus est une démission du PT « comme parti », une capitulation face à ses tâches politiques — et à son propre programme. Car un parti ouvrier qui se prononce pour le socialisme, pour le gouvernement ouvrier, doit savoir mettre en avant ses perspectives dans toutes les circonstances, ce qui n'a rien à voir avec une quelconque illusion sur le caractère de la situation. C'est ce qui définit un parti politique en général, « comme parti ». Et c'est ce qui distingue un parti révolutionnaire des syndicats réformistes<sup>1</sup>...

Dans le numéro 592 du 4 juin, une lettre critiquant les positions de Thibault et exigeant que la CGT appelle à la grève générale est publiée ; mais rien n'est dit contre FO, alors même qu'un article de Pierre Lambert revient de manière générale sur la question de la responsabilité des directions syndicales... Certes, la CGT a une responsabilité écrasante, parce que c'est elle qui mobilise la très grande majorité des salariés non enseignants du public et du privé ; mais passer sous silence le rôle de FO dans la partition que jouent tous ensemble les bureaucrates en se partageant, pour faire semblant de se démarquer les uns des autres, les places de « gauche », de « droite » et du « centre », ce n'est qu'une nouvelle capitulation devant la bureaucratie,

<sup>1</sup> Et nous ne parlons pas ici de l'orientation de la FNEC-FP-FO — la Fédération de l'Éducation de FO — où l'on sait quel rôle jouent les camarades lambertistes. Signalons seulement que, tout en demandant à juste titre le retrait des plans gouvernementaux et le report du baccalauréat, elle n'a cessé d'exiger des négociations sans préalable et de se présenter comme syndicat « responsable ». Par exemple, dans sa déclaration du 10 juin au soir, elle s'adresse aux ministres dans les termes suivants : « *Force ouvrière, vous le savez, est une organisation syndicale responsable. Nous savons que négociation signifie recherche de compromis. Mais comment ne pas voir que le refus obstiné d'entendre les revendications crée une situation qui interdit tout compromis ?* » (Sans commentaire.)

que des généralités sur « les dirigeants » ne sauraient masquer.

### Le PT, un parti « responsable » ?

Dans le numéro 593 du 11 juin, le texte d'une conférence de presse de Daniel Gluckstein est reproduite p. 2. De nouveau, le PT serait attaqué (cette fois, notamment à la télévision) mais, une fois encore, le lecteur ne saura ni par qui, ni comment, ni dans quels termes (et s'il voulait se faire sa propre opinion, il n'avait qu'à mieux s'informer, voilà tout !). On aurait accusé le PT d'appeler à la grève générale. Attaque intolérable ! Branle-bas de combat, donc. Daniel Gluckstein remet les choses au clair : « *Le PT respecte les prérogatives des organisations syndicales. Si nous estimons, dans la situation actuelle, devoir lancer un mot d'ordre qui serait nécessairement politique, nous le ferions. Mais à l'heure actuelle, ce que nous constatons, c'est que des millions de travailleurs se tournent vers les directions des organisations syndicales pour poser la question de la grève générale interprofessionnelle et nous estimons que cette demande est parfaitement légitime ? C'est en ce sens que nous nous en faisons l'écho dans le journal Informations ouvrières et dans nos tracts.* » Il se confirme donc que le PT ne veut pas d'une grève générale politique, juste une grève générale bien gentiment « syndicale » ! Et pourquoi donc ? Parce que, voyez-vous, explique gravement le secrétaire national du PT, « nous assistons à un blocage aggravé, à un approfondissement de la crise politique et institutionnelle qui font peser des risques de grandes dérives sur la société. Nous ne sommes pas favorables au chaos. L'ordre social ne peut être établi que sur les bases de la démocratie. »

De quoi parle Daniel Gluckstein au juste, dans ces propos qu'aurait pu tenir non seulement n'importe quel dirigeant syndical, mais même n'importe quel député de l'UMP ?<sup>1</sup> En

fait, il semble qu'il essaie ainsi de justifier son souhait que des « négociations » soient ouvertes sur la base des revendications des grévistes, afin d'éviter une aggravation de la situation sociale et de la crise politique. Non mais : ce n'est pas parce que le PT est petit qu'il n'est pas « responsable » ! Et il est clair que, étant donné son degré d'abstraction, sa vacuité politique, ce n'est pas la dernière phrase de l'intervention de Daniel Gluckstein (« *Et la démocratie implique que soient édifiées d'autres institutions à la place des institutions de la Ve République soumises à l'Union européenne.* ») qui peut rattraper les précédentes et changer le sens du message subliminal.

### Lambert assume et justifie son réformisme foncier (révisionniste)

De fait, celui-ci est confirmé en p. 5. Dans son article, d'un côté, Pierre Lambert dénonce à juste titre, quoique en évitant de nommer quiconque (des fois que cela en blesserait certains, suivez mon regard...) les dirigeants qui, « tous, à tour de rôle, nous expliquent qu'ils se prononcent d'un côté pour la généralisation et de l'autre que les conditions de la grève générale interprofessionnelle ne sont pas réunies ». Mais, d'un autre côté, il nous propose une incroyable tirade réformiste, un morceau d'anthologie pour comprendre la nature profonde du PT, du CCI-PT, du « lambertisme » en tant que courant politique cristallisé : « Pour toutes les tendances de ce qui a constitué le mouvement ouvrier, explique doctement Pierre Lambert, la lutte pratique, quotidienne, pour la réforme sociale, pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des masses laborieuses, la lutte pour les institutions démocratiques constitue et doit constituer les bases mêmes de l'organisation ouvrière indépendante. » Tout est dans l'expression : « les bases mêmes ». Pour Marx, Lénine, Trotsky et tous les marxistes révolutionnaires, les « bases mêmes » de cette « tendance du mouvement ouvrier » qu'est le parti communiste, c'est son programme, et ce programme n'est pas celui de la réforme sociale, mais de la révolution ; et, s'il intègre bien évidemment la lutte pour les revendications partielles (que de simples réformes peuvent satisfaire dans le cadre du système), c'est avant tout comme un élément permettant d'aider la classe ouvrière à comprendre qu'elle doit précisément

ne pas se contenter de la lutte pour les réformes, mais doit lutter pour la révolution. D'autre part, le programme du parti communiste révolutionnaire, ce n'est absolument pas « les institutions démocratiques » en soi, mais c'est tout au contraire la destruction des institutions concrètes de l'État bourgeois, qu'elles soient « démocratiques » ou non — même si, bien évidemment, le combat pour les libertés et toutes les conquêtes démocratiques possibles est partie intégrante du combat pour en finir avec l'État bourgeois, pour aider les travailleurs à s'élever à la conscience de la nécessité d'un État ouvrier (dictature du prolétariat).

En principe, Pierre Lambert sait (ou savait) très bien tout cela, il l'a appris jadis, même s'il y a certainement plusieurs décennies qu'il n'a pas relu les textes de Marx, de Lénine et de Trotsky à ce sujet. À moins que les écrits de Bernstein et de Kautsky soient désormais ses livres de chevet ? On peut très sérieusement se le demander : « *Voilà pourquoi, poursuit Pierre Lambert, la question de la défense des réformes et des acquis est la question centrale (...). C'est la question centrale de la préservation de l'indépendance des organisations ouvrières, partie prenante de la préservation de la démocratie. Il s'agit donc de la question fondamentale de l'existence même des syndicats indépendants et de la démocratie, contre l'adaptation à la contre-réforme.* » (Les caractères gras et le soulignement sont de nous, NDR.) Ainsi la défense des organisations ouvrières n'est-elle plus qu'un élément de la « préservation de la démocratie », défendre les syndicats n'est plus qu'un moyen pour défendre la démocratie ! Mais quel est le danger auquel serait confrontée la démocratie en soi — c'est-à-dire, la démocratie que nous connaissons ici et maintenant, la démocratie bourgeoise ? Ce danger, ce serait que les organisations syndicales cesseraient d'être indépendantes. Autrement dit, aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme, contrairement à ce que pensaient Lénine et Trotsky<sup>1</sup>, les appareils syndicaux garantiraient encore l'indépendance des syndicats à l'égard de l'État bourgeois ! Sous prétexte que les syndicats ne sont, en

<sup>1</sup> Dans un cadre strictement syndical, les camarades lambertistes n'hésitent pas à aller jusqu'au bout de cette orientation politique en écrivant : « *Messieurs Ferry, Darcos, Sarkozy, Delevoye, est-il possible de trouver une solution pour préserver dans ce pays les rapports sociaux auxquels nous sommes tous attachés ?* » (Déclaration du 10 juin au soir de la FNEC-FP-FO.) Des lambertistes déclarant qu'ils sont « attachés » autant que les ministres de Chirac aux rapports sociaux de la société bourgeoise française, cela a au moins le mérite d'être clair !

<sup>1</sup> Voir notamment, de Trotsky : *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, texte de 1940 qu'on ne trouve jamais cité dans les publications des lambertistes, et pour cause !

effet, pas institutionnellement des rouages de l'État (comme dans les régimes fascistes ou corporatistes), ils seraient « indépendants » ! Quel ridicule formalisme, dépourvu de tout contenu politique, consistant à confondre une condition nécessaire avec une condition suffisante ! Les réformistes, ralliés corps et âme au système capitaliste et à l'État bourgeois, seraient « indépendants », ou du moins ils préserveraient encore les « bases mêmes » de tout le mouvement ouvrier ! Pour le PT, les syndicats réformistes sont « indépendants » tant qu'ils peuvent négocier. Là s'arrête sa conception politique des syndicats. Et quand le gouvernement ne veut pas négocier, « la démocratie est en danger »... C'est exactement ce que disent Thibault et Blondel.

### Convaincre les bureaucrates... ou les écraser politiquement ?

Quelles que soient ses opinions sur lui-même et son parti, Pierre Lambert poursuit ici un objectif politique bien précis. Il cherche en fait à *convaincre* les dirigeants syndicaux (et tout particulièrement celui que, dans un article plus ancien, il appelait le « camarade Blondel ») d'appeler à la grève générale purement syndicale pour obtenir le retrait du plan Fillon. Et, pour les convaincre, il les flatte en leur dit qu'ils appartiennent au mouvement ouvrier, qu'il n'y a entre lui et eux que des différences de « tendances », mais que « les bases » sont les mêmes... Pour les persuader qu'ils peuvent appeler à la grève totale unie sans y perdre leur âme réformiste, il leur explique que le mouvement ouvrier serait par nature, de toute éternité, constitué sur des « bases » réformistes et démocratiques-formelles. Précisons qu'il s'agit certainement là moins d'une simple tactique « subtile » que, manifestement l'expression d'une conviction profonde...

Mais le pire, c'est que les militants du PT peuvent croire à cette capacité de leurs dirigeants à « convaincre » les réformistes : après tout, au moment même où ce numéro d'*IO* était en passe d'être bouclé, le 10 juin au soir et le 11, Blondel ne lançait-il pas son fameux appel à ce que tous les syndicats appellent à la grève générale ?<sup>2</sup> Dès lors, se disent les

militants du PT, même si Blondel est bien évidemment un pur réformiste, même s'il est donc à droite par rapport au PT, pourquoi le combattre politiquement, pourquoi le dénoncer dans *IO*, pourquoi même le mettre dans le même panier que Thibault, alors qu'il suffit de lui expliquer doctement qu'il appartient au mouvement ouvrier éternel pour le « convaincre » ? Telle est la clé de ce paradoxe d'abord si étonnant d'un journal qui est écrit par des « trotskystes », mais qui ne dénonce et même ne critique jamais l'un des pires bureaucrates, l'un des principaux briseurs de grève générale<sup>3</sup>.

pas pour tromper les travailleurs, mais par une sorte d'identification maximale avec l'appareil confédéral — la déclaration suivante, encadrée et en caractères gras : « *Pour Force ouvrière, le plan Fillon-Chérèque doit être retiré ! (...)* Force ouvrière estime que l'heure est à la grève générale. Elle appelle à généraliser la grève dans le privé comme dans le public pour la satisfaction des revendications. » (4-pages du 21 mai). Or un pareil texte n'avait nullement été adopté par une quelconque instance de la confédération (en particulier, le texte adopté par la Commission Exécutive confédérale le 20 mai, et que la FNEC reproduit dans le même 4-pages, ne dit pas cela); ce n'était en réalité que la déclaration de la *fédération* FNEC-FP-FO. Mais il est clair que tout lecteur normal n'aura pas fait attention à ce genre de « détails », et aura donc cru, à la lecture de ce document, que « Force ouvrière » en général se prononçait pour la grève générale. (On retrouve d'ailleurs le même problème dans d'autres documents des syndicats de la FNEC-FP-FO, par exemple dans la circulaire n°38 du secrétariat du SN-FO-LC (Lycées et Collèges). — Au demeurant, notons que, pendant tout le mouvement, cette même FNEC-FP-FO n'a pas hésité, au nom de l'unité syndicale à signer des « déclarations communes » qui ne demandaient pas le retrait du plan Fillon », qui étaient vagues sur les revendications, qui demandaient une « vraie réforme des retraites » et qui, bien évidemment, ne mettaient pas en avant la grève générale... En d'autres termes, la différence entre une fédération dirigée par des lambertistes et une fédération dirigée par des bureaucrates réformistes est loin d'être toujours aisée à faire, contrairement à ce que s'évertue régulièrement à suggérer un journal comme... *IO*.

<sup>3</sup> En revanche, parmi ceux qu'*IO* a le plus dénoncé pendant tout le mouvement, signalons (mais nous ne trouvons ni la patience, ni l'intérêt de nous y arrêter dans le détail) que se trouvent en bonne place... les dirigeants et les militants de la LCR (et aussi de LO). Au détour d'une phrase, il arrivait que certaines critiques politiques

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR,  
ÉTUDIANT, LYCÉEN,  
SYNDICALISTE, MILITANT ?

**Vous vous retrouvez dans  
ce journal, vous voulez en  
discuter ?**

**ALORS**  
**CONTACTEZ-NOUS !**

**06 64 91 49 63**  
[groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr)

CHAQUE MOIS,  
ACHETEZ, LISEZ, DIFFUSEZ,  
CONTRIBUEZ À AMÉLIORER  
par vos remarques, vos critiques,  
vos articles

Le CRI des travailleurs  
Journal du Groupe CRI

fussent justes, mais la plupart du temps, il s'agissait ou bien d'accusations sans preuve (du type : « tel militant de la LCR dans mon lycée trafique les orientations décidées en AG »), ou bien de ces calomnies, amalgames et mensonges dont les dirigeants du PT sont coutumiers contre leurs adversaires politiques dès qu'ils appartiennent à ce que les médias appellent l'« extrême gauche », en particulier quand celle-ci se réclame du trotskysme. Car, pour le PT, Besancenot et ses camarades sont des ennemis de la classe ouvrière bien pires que... Blondel et les siens !

<sup>2</sup> Au demeurant, les dirigeants lambertistes de la FNEC-FP-FO n'ont pas attendu ce moment-là pour publier — manifestement

# HALTE À LA RÉPRESSION ! DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES, NE LAISSEZ PAS RÉPRIMER LES GRÉVISTES, LES MANIFESTANTS ET LES SYNDICALISTES !

Bien des travailleurs qui se sont engagés dans le combat contre les réformes réactionnaires du gouvernement Chirac-Raffarin ont été marqués par l'ampleur de la répression policière et judiciaire contre les manifestants et les militants. Il est vrai qu'en France le prolétariat non immigré n'avait pas connu depuis longtemps une répression aussi concentrée de la part de l'État bourgeois. C'est que le heurt entre les classes aux intérêts antagoniques n'avait pas connu depuis longtemps une expression aussi aiguë. Face à l'ampleur de la mobilisation des travailleurs salariés, mettant à l'ordre du jour la grève générale interprofessionnelle, le gouvernement Chirac a estimé nécessaire d'essayer d'intimider les travailleurs les plus déterminés et les militants. Sans avoir encore besoin d'aller jusqu'à faire des blessés graves ou des morts, en raison de la capacité bien plus « douce » des bureaucrates syndicaux à briser la montée vers la grève générale, l'État bourgeois a tenu à signifier clairement aux travailleurs sa détermination à utiliser la violence dès que ces derniers décideraient de dépasser les cadres étroits des promenades hebdomadaires organisées par les syndicats.

En particulier, le gouvernement a de façon relativement systématique envoyé la police ou les CRS disloquer les piquets de grève et les actions de coupure de routes ou de voies ferrées. Par exemple, au dépôt RATP de Fontenay-aux-Roses, le jeudi 5 juin, les policiers viennent pour disloquer le piquet de grève. Les machinistes résistent, repoussent les policiers et tiennent leur assemblée générale dehors. Loin d'intimider les grévistes, l'intervention policière elle en multiplie le nombre : de 38% la veille, ils sont maintenant 72%, et ils huent ceux de leurs collègues qui acceptent de sortir leur bus sous protection policière. Le lendemain, ce sont les CRS, casqués, avec leur bouclier, leur matraque et leur flash-ball, qui débarquent pour briser le piquet de grève. Les grévistes, sans armes, ne sont évidemment pas en mesure de résister à la charge. Mais, interpellés par les grévistes, ceux qui s'apprétaient à prendre leur service renoncent les uns après les autres...

100% de grévistes. Cet exemple est représentatif : le gouvernement a fait dissoudre de cette façon plusieurs centaines de piquets de grève, suscitant partout des événements de même nature, y compris dans des universités comme à Perpignan, Avignon, ou Paris-I-Tolbiac.

Le 10 juin, alors que, conformément à l'accord qu'elles ont passé avec le gouvernement, les directions syndicales font tout pour dissuader les 200 000 manifestants qui battent le pavé de se rassembler sur la place de la Concorde face à l'Assemblée Nationale, où commence l'examen du projet de loi contre les retraites, des dizaines de milliers restent sur la place. Les services d'ordre des différentes centrales syndicales, qui auraient dû protéger les salariés rassemblés jusqu'à la fin de la manifestation, se sont volatilisés les uns après les autres. Lorsque le service d'ordre de la CGT quitte la place, c'est un signal pour les CRS, qui lancent des dizaines de grenades lacrymogènes sur les manifestants. Pendant environ deux heures, quelques milliers de manifestants vont s'affronter aux lacrymogènes et aux canons à eau des forces de l'ordre, malgré la sage invitation de militants expérimentés à opérer un retrait qui s'imposait finalement, afin d'éviter des coups de matraques, des arrestations et des blessés inutiles, dans une situation où la masse des manifestants avait été détournée de l'Assemblée nationale par les appareils syndicaux aux ordres de Chirac-Sarkozy.

Plus tard dans la soirée, les CRS poussent une soixantaine de manifestants dans une souricière : l'Opéra Garnier. La plupart sont brutalement interpellés, matraqués, menottés, et placés en garde à vue. La police effectuera une perquisition chez certains d'entre eux, bien qu'elle n'ait trouvé aucun autre chef d'inculpation que celui de « port d'armes illicites », ayant retrouvé sur deux manifestants une opinel et un couteau suisse...

Au fur et à mesure que la mobilisation retombe, la répression se déploie. Par exemple, la direction de la société ASF (Autoroutes du Sud de la France) licencie le délégué syndical central CGT et mute trois autres

délégués syndicaux à 200 km de chez eux ; sachant que, étant donné la législation, elle n'a pu le faire qu'avec l'appui du gouvernement. Elle leur reproche d'avoir pris part, le 22 mai, à une manifestation sur l'autoroute à l'appel des unions départementales des Pyrénées-Orientales (66) CGT, FO, FSU, et UNSA, à laquelle plus de 1000 salariés avaient participé. Que font les directions des confédérations ? Silence. — Le 25 juin, c'est au tour de 6 syndicalistes CGT d'être arrêtés, dont cinq brutalement, le matin, à leur domicile. Ils sont condamnés à de lourdes amendes, pour des dommages qu'on leur reproche d'avoir causés il y a plus d'un an. — De même, des cheminots de SUD-Rail sont convoqués devant le tribunal, accusés d'avoir mis le feu à une poubelle place de la Concorde le 10 juin et d'avoir jeté des projectiles contre les CRS. La preuve ? Ils ont été retrouvés en possession d'un drapeau de leur syndicat présentant de petits trous, signe indubitable de leur culpabilité ! Ce sont en réalité le résultat des éclats des fumigènes traditionnellement utilisés par les cheminots lors des manifestations ! — D'autres militants syndicaux ont été arrêtés à La Rochelle, Angers, ou au Mans. La justice de classe se dévoile dans toute sa nudité.

Même José Bové, le syndicaliste paysan adepte des contre-sommets organisés avec le soutien du gouvernement et de l'Union Européenne pour essayer de canaliser la lutte contre le système capitaliste dans la voie sans issue de l'« humanisation » de la mondialisation, est brutalement arrêté, seul cas médiatisé pour les centaines de militants anonymes frappés par la répression, poursuivis par le gouvernement et parfois lourdement condamnés pour l'exemple.

Face à la répression contre les grévistes, les manifestants et les syndicalistes, les directions des centrales syndicales, après avoir trahi la grève générale, prétendent défendre les salariés en publiant des communiqués de presse, comme ils prétendent lutter contre le plan Fillon en faisant signer une pétition ! Tout au contraire, le devoir des directions des organisations ouvrières est de combattre réellement la répression, et

d'appeler les travailleurs à imposer par leur mobilisation unie l'arrêt de toute cette répression :

- **Solidarité contre la répression !**
- **Libération inconditionnelle et immédiate de tous les travailleurs emprisonnés pour avoir combattu les réformes réactionnaires du**

**gouvernement et de tous les syndicalistes !**

- **Levée de toute sanction ! Arrêt immédiat de toute poursuite contre les militants ! Annulation de tous les licenciements pour faits de grève et de piquets de grève !**

- **Dirigeants des organisations syndicales, choisissez votre camp,**

**dénoncez et combattez la répression policière et judiciaire, prenez en charge ces revendications et la défense de tous les travailleurs victimes de la répression !**

**Antoni Mivani**

## L'AUTRE PLAN FILLON : LE R.M.A. (REVENU MINIMUM D'ACTIVITÉ)

Présenté au Conseil des ministres le 7 mai, adopté par le Sénat en première lecture le 27 mai, le projet de loi « portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité » (RMA) remet en cause les droits des chômeurs et abaisse de façon spectaculaire le coût du travail pour le patronat.

Le projet de loi prévoit, pour les chômeurs percevant le RMI depuis deux ans, la possibilité de signer un « contrat d'insertion » d'une durée maximale de 18 mois, avec à la clé un travail de 20 heures par semaine contre une rémunération *totale* (RMI compris) égale à 20 fois le SMIC horaire par semaine.

Après l'offensive du gouvernement Jospin contre les droits des chômeurs indemnisés par les Assedic (institution du PARE — Plan d'Aide au Retour à l'Emploi — qui a changé un *droit* à l'indemnisation en un *contrat individuel* —, Raffarin s'attaque aux RMIstes. Alors qu'ils pouvaient cumuler temporairement et partiellement le RMI avec un salaire lorsqu'ils retrouvaient un emploi, les RMIstes qui travailleront 20 heures

par semaine verront leur revenu augmenter de 140 euros par moins (moins de 1000 FF) seulement par rapport à ceux qui ne travaillent pas.

Ce plan est inspiré par la logique du « *workfare* » : à l'horizon se dessine l'*obligation* pour les chômeurs de longue durée d'accepter n'importe quel travail pour un plat de lentilles. Sus aux pauvres qui se complaisent dans l'oisiveté ! La bourgeoisie veut les remettre dans le droit chemin du travail forcé et sous-payé, au nom du profit et de la « morale » bourgeoise qui voudrait que la dignité du pauvre réside dans l'obligation d'accepter n'importe quel travail. Déjà, avec ce dispositif, l'employeur du RMAste n'est plus seulement un patron mais aussi un tuteur qui accompagne l'insertion du chômeur — ainsi rayé des statistiques officielles — et qui le dénoncera au président de Conseil général (décentralisation oblige) s'il manque d'ardeur au travail. Ce dernier pourra alors lui supprimer (en plus de son travail à temps partiel) son RMI.

Le patronat a vraiment toutes les raisons de se réjouir. Le RMI sera d'abord versé par l'Etat au patron, qui ne déboursa DONC de sa poche,

quand il emploiera un RMAste, que 1,6 euros de l'heure (un peu plus de 10 FF) comme salaire direct ! En outre, le patron ne paiera de cotisation sociale que sur la partie du salaire comprise entre le montant du RMI et le salaire versé. Encore des exonérations de cotisations sociales qui seront compensées par le budget de l'Etat, c'est-à-dire par tous les contribuables qui paieront ce que payaient jusqu'alors les patrons.

Ces contrats d'insertion concernent n'importe quel type de travail : ils viendront donc concurrencer les emplois « normaux », que cherchent justement les RMIstes pour sortir de la misère — dans laquelle les enferme le RMA.

Tous les travailleurs sont concernés : les syndicats, les organisations de travailleurs et de chômeurs doivent exiger l'abandon pur et simple de ce projet de loi, qui s'attaque à toute la classe ouvrière en aggravant encore les dispositions du PARE réactionnaire.

**Sylvain Billot,  
sympathisant  
du Groupe CRI**

## POUR LE DROIT AU TRAVAIL !

*Pour le Groupe CRI, le combat contre le RMA, contre l'ensemble des mesures du gouvernement et des décisions patronales qui frappent les chômeurs, les précaires et tous les exploités, se concentre dans l'exigence fondamentale du **droit au travail**. Cette exigence se heurte frontalement à la logique même du système*

*« La constitution d'une armée industrielle de réserve, le chômage de masse, les vagues périodiques de licenciements, l'explosion du travail précaire et du travail à temps partiel sont les produits inévitables de l'accumulation capitaliste. Face à cela, le parti communiste*

*capitaliste. C'est pourquoi elle se décline en un ensemble de **revendications transitoires**, qui sont à la fois des revendications élémentaires, des revendications considérées comme normales, comme vitales par les travailleurs, et des revendications qui montrent clairement combien leur satisfaction révolutionnaire internationaliste doit mettre en avant les mots d'ordre suivants :*

- *Tous ensemble, mobilisons-nous pour empêcher les licenciements ;*

- *Pour un vrai travail avec un vrai salaire, pour la transformation des contrats à durée déterminée en*

*exige qu'on en finisse avec ce système barbare, inhumain, qui engendre mécaniquement la misère, la précarité et le chômage de masse. — On lira ci-après un extrait de notre Projet de programme CRI consacré à ce sujet.*

*contrats à durée indéterminée, pour l'interdiction des C.D.D. et le temps partiel imposé ;*

- *Pour le recrutement par l'État et les collectivités territoriales de tous les fonctionnaires nécessaires pour le bon fonctionnement des services*

publics utiles à la population (à l'exclusion des fonctions répressives) ;

- Pour un programme de grands travaux d'utilité publique permettant de donner un travail à ceux qui n'en ont pas et de construire ou de rénover toutes les infrastructures nécessaires, en particulier les voies de chemins de fer, les écoles, les hôpitaux, les crèches, les logements, etc.

Dans le système capitaliste, l'exacerbation de la concurrence entre les entreprises contraint à rechercher un taux de profit maximum et subordonne donc l'accroissement continu de la production et de la productivité du travail social à l'aggravation du degré d'exploitation de la force de travail, à la dévalorisation de la force de travail et à des « dégraissages » réguliers, au lieu de les faire servir à une amélioration des conditions de travail, en particulier à une réduction du temps de travail. Ce n'est ni le développement des machines, de la technique et de l'informatique, ni des salaires « trop élevés », ni des « garanties trop rigides », qui sont la cause de tous ces maux, mais l'essence même du système capitaliste. Face à cela, le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit se prononcer :

- Pour la défense des conventions collectives, des statuts et du Code du travail, contre l'alignement vers le bas des législations sociales, pour la défense et l'extension des droits acquis des travailleurs ;

- Pour l'interdiction du travail de nuit dans l'industrie pour les femmes et pour les hommes ;

- Pour une diminution générale du temps de travail sans annualisation, sans flexibilité, sans perte ou modération salariales, sans perte d'acquis.

La loi de l'accumulation capitaliste se réalise nécessairement à travers la concurrence entre les travailleurs aux niveaux régional, national et international, provoquant ainsi une tendance des salaires réels à la baisse. En outre, comme l'explique Marx dans *Le Capital*, dans les conflits sur les taux du salaire qui opposent la classe ouvrière aux capitalistes, « Adam Smith a déjà montré qu'en gros, (...) c'est toujours le maître qui a le dernier mot ». Certes, la lutte de classe quotidienne peut toujours permettre des améliorations partielles et temporaires du niveau de vie des travailleurs ; mais il faut bien expliquer aux travailleurs que seule leur mobilisation révolutionnaire a

permis de grandes conquêtes en matière salariale et que leurs acquis, toujours précaires et menacés, finiront nécessairement par être repris par le système capitaliste — s'ils ne l'ont pas déjà été — sans de nouvelles et puissantes mobilisations révolutionnaires et, en dernière analyse, sans la victoire de la révolution. C'est dans une telle perspective que le parti communiste révolutionnaire internationaliste doit se prononcer :

- Pour un salaire minimum garanti uniforme, pour sa défense ou sa reconquête là où il existe ou a existé, pour un salaire minimum garanti au niveau international ;

- Pour l'indexation (ou la réindexation) des salaires et des pensions sur l'évolution réelle du coût de la vie ;

- À travail égal, salaire égal (pour l'égalité de salaire entre les femmes et les hommes, contre les « emplois jeunes » et « contrats jeunes » discriminatoires) ;

- Pour l'augmentation de tous les bas et moyens salaires. »

(Extrait du *Projet de programme* CRI)

## LES « RÉFORMES » RÉACTIONNAIRES CONTRE L'UNIVERSITÉ ET LA DÉCOMPOSITION DE L'UNEF RENDENT NÉCESSAIRE LA FONDATION D'UN NOUVEAU SYNDICAT NATIONAL ETUDIANT

**Malgré des acquis obtenus par la lutte, l'Université reste celle d'une société de classes**

Par le passé, les luttes des étudiants et du mouvement ouvrier ont arraché à la bourgeoisie un certain nombre de droits. Tout titulaire du baccalauréat peut suivre les deux premiers cycles d'étude dans la filière universitaire de son choix. La plupart des diplômés sont encore aujourd'hui nationaux, c'est-à-dire qu'ils donnent juridiquement les mêmes droits à tous ceux qui les ont obtenus, que ce soit à Amiens ou à Marseille, à Paris ou à Brest. Ils sont reconnus dans les conventions collectives, les statuts de la fonction publique et des entreprises publiques. L'existence de conventions collectives signifie que le salaire, les conditions de travail, les congés, etc., ne sont pas fixés de façon individuelle

entre le patron et chaque salarié, mais de façon collective dans le cadre d'un rapport de force entre les salariés et le patronat d'un secteur.

Mais l'égalité juridique entre les étudiants, cas particulier de l'égalité juridique entre les citoyens, acquis fondamental des luttes passées du mouvement ouvrier et des étudiants, n'empêche pas que ce système universitaire reste celui d'une société divisée en classes et qui pose nécessairement des limites drastiques à l'accès de la majorité à une formation supérieure de qualité. Les enfants d'ouvriers ont sept fois moins de chances d'accéder à l'Université que les enfants de cadres et, une fois à l'Université, les enfants d'ouvriers sont souvent concentrés dans des « filières courtes », « techniques », qui donnent accès à des emplois subalternes. La « promotion par

l'école » et l'« égalité républicaine » sont des mythes de l'idéologie bourgeoise, servant à masquer les conséquences inévitables de la division de la société bourgeoise en classes. Le caractère misérable du système d'aide sociale destinée aux étudiants renforcent encore ces inégalités. Les bourses les plus élevées ne dépassent pas 350 euros et bien des étudiants recensés officiellement comme « boursiers » sont simplement exonérés de frais d'inscription. Le nombre de chambres en cité universitaire est dramatiquement insuffisant (seuls 8% des étudiants peuvent s'y loger), sans parler du délabrement de la plupart d'entre elles. Le prix du ticket de Restaurant universitaire ne cesse de s'élever, mais la part financée par l'Etat n'a pas été augmentée depuis 1984 ! Conclusion : 700 000 étudiants

(soit 1 sur 3) doivent travailler pour financer leurs études et subvenir à leurs besoins. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les enfants de cadres aient vingt fois plus de chances d'accéder au troisième cycle que les enfants d'ouvriers. Enfin, l'Université française fait une situation particulièrement difficile aux étudiants étrangers, notamment à ceux qui sont originaires des anciennes colonies de l'impérialisme français. Non seulement il est difficile d'obtenir un visa pour étudier, non seulement il faut chaque année renouveler ses papiers pour poursuivre ces études, mais en outre, les étudiants étrangers subissent de plein fouet la pénurie de l'aide sociale et des services sociaux universitaires, ils se voient limiter l'accès aux chambres et n'ont qu'un accès très restreint aux bourses.

### **Les acquis étudiants : un obstacle à la valorisation du capital**

Mais voilà, c'est encore trop pour la bourgeoisie ! Les principes sur lesquels repose encore l'Université publique en France font obstacle à l'accumulation du capital dans les conditions actuelles de la concurrence interimpérialiste. Si le patronat a — et aura toujours — besoin d'une formation de haut niveau pour une petite élite, il considère l'accès massif et surtout presque gratuit à l'enseignement supérieur comme un obstacle à la valorisation du capital : la privatisation de l'éducation promet d'ouvrir un vaste champ nouveau pour l'accumulation du capital, puisque le marché est estimé à environ 2000 milliards de dollars. Le sens des réformes engagées contre les droits des étudiants, c'est de faire sauter cet obstacle, c'est-à-dire de soumettre intégralement l'enseignement aux contraintes du marché : cela suppose le démantèlement de l'Université et de la recherche publiques, c'est-à-dire la privatisation de tout ce qui est potentiellement rentable et l'adaptation de l'ensemble des formations aux besoins du patronat.

### **Les « réformes » pour liquider ces acquis**

C'est en particulier le sens des décrets Lang ECTS-LMD (Système Européen de Transferts de Crédits-Licence/Master/Doctorat) et de son indispensable complément institutionnel, le projet Ferry dit « d'autonomie des Universités »,

préparés par les réformes précédentes de Bayrou-Allègre, Savary, Faure, etc. Sous couvert d'« harmonisation européenne », c'est la mise en place du modèle déjà en vigueur aux États-Unis, c'est-à-dire du modèle le mieux adapté aux besoins de la classe capitaliste : Universités privées et semi-privées se faisant concurrence sur le marché de l'éducation et de la formation afin d'attirer capitaux et cerveaux. Formellement, la réforme ECTS-LMD maintient le cadre national des diplômes ; mais, en réalité, elle le détruit. Aujourd'hui, en effet, les diplômes sont constitués dans chaque discipline selon une maquette nationale qui fixe les volumes horaires d'enseignements par matières et les modalités d'examens. Or, si la réforme s'applique, les diplômes seront constitués d'unités de valeur, appelés « crédits », qui pourront être aussi bien, comme aujourd'hui, des unités d'enseignement sanctionnées par des examens, que des stages en entreprise validés par le patron et toutes sortes d'« activités » (humanitaires, associatives, syndicales, etc.) dont le Conseil d'administration jugera qu'elles peuvent être source de « crédits ». C'en sera fini du contenu strictement disciplinaire des diplômes. La délivrance de savoirs dans le cadre de cours et de travaux dirigés sera réduite à la portion congrue, avec à la clé de belles économies réalisées par la diminution corrélative du nombre d'enseignants. En même temps, c'en sera fini des diplômes nationaux et de l'égalité en droits des étudiants : les diplômes seront non seulement locaux, mais aussi individualisés : l'employeur, grâce à la « mention complémentaire » (licence) ou à « l'annexe descriptive » (master) qui accompagneront le diplôme individualisé de chacun, pourra savoir exactement quels cours l'étudiant aura suivis et quels stages il aura faits, et pourra établir ainsi une hiérarchie entre les étudiants ayant théoriquement le « même » diplôme.

La mise en place des licences professionnelles par Allègre était un premier pas important dans cette direction. Les licences professionnelles sont en effet des diplômes formellement nationaux, mais sans maquette nationale, comportant obligatoirement un stage en entreprise de trois à quatre mois, portant de fait, sinon de droit, l'estampille de l'entreprise locale, comme l'éphémère licence « Philipps » qui a existé au

Mans jusqu'à ce que l'entreprise ne ferme. Les décrets Lang, appliqués par les Conseils d'administration des Universités sous l'égide de son successeur Ferry, sont une tentative de généraliser progressivement à toute l'Université ce qu'a mis en place l'arrêté d'Allègre sur les licences professionnelles : liquidation des diplômes nationaux, « professionnalisation » généralisée de l'enseignement supérieur, transformation progressive des Universités en centre de ressources et pourvoyeuse de main d'œuvre jeune, qualifiée, gratuite ou très bon marché pour les capitalistes.

En outre, la « professionnalisation » des études est un instrument pour baisser les salaires des travailleurs et un mécanisme qui va accroître le chômage, puisque les entreprises profiteront de l'effet d'aubaine ainsi créé pour faire effectuer par les étudiants en stage les travaux normalement accomplis par des salariés. Comme il y a aujourd'hui deux millions d'étudiants en France, la généralisation du système déjà appliqué aux licences professionnelles tournant à plein fournirait aux entreprises l'équivalent du travail de 500 000 à 630 000 salariés à plein temps !

Le complément nécessaire de ces réformes, c'est l'aggravation de l'« autonomie » des Universités dans le cadre de la régionalisation, ce dont se charge le projet Ferry sur « la modernisation des Universités » qui, présenté en mai, a été reporté à septembre face au tollé qu'il a soulevé parmi les étudiants, les enseignants et les personnels. Il programme en particulier la soumission accrue des Universités aux régions et au patronat local par l'intermédiaire du désengagement financier de l'État et, par là même, de l'obligation de trouver des ressources propres. Le projet Ferry prévoit également la possibilité pour toutes les Universités de devenir des Universités technologiques et par là de fixer elles-mêmes le montant des droits d'inscription et de sélectionner les étudiants à l'entrée. Enfin, le projet implique la casse des statuts de fonctionnaire d'État des personnels IATOS.

### **La responsabilité des appareils réformistes dans la situation faite aux étudiants**

Les conditions de vie et d'études déplorables faites à la majorité des

étudiants sont encore aggravées par la trahison des luttes des étudiants et des salariés par les directions des organisations syndicales étudiantes et ouvrières. Les deux syndicats qui ont pendant des années dominés l'Université, l'UNEF-ID et l'UNEF, étaient dirigés respectivement par le PS et le PCF. Au lieu d'impulser les luttes contre les plans de casse de l'Université Publique et de l'aide sociale aux étudiants, au lieu de lier les mobilisations étudiantes à celles des travailleurs salariés, ils ont encadré les puissantes explosions de colère des étudiants pour en limiter la portée. Ce fut le cas en particulier lors des gigantesques mobilisations de 1986 contre le plan Devaquet, ministre de Mitterrand et de Chirac, qui voulait instaurer la sélection à l'Université et privatiser. Ce fut le cas de nouveau en 1994, lorsque par dizaines de milliers les étudiants sont descendus dans la rue contre le projet de CIP du gouvernement Balladur, qui revenait à instaurer un sous-SMIC pour les jeunes. Les directions de l'UNEF et de l'UNEF-ID ont accompagné les réformes toujours plus ouvertement, travaillant eux-mêmes à leur propre affaiblissement. Cette évolution s'explique essentiellement par la crise des partis ouvriers-bourgeois (PS et PCF), l'un se transformant en parti bourgeois, l'autre entrant dans la phase finale de sa décomposition. Elle a conduit à l'effondrement des effectifs militants et à une série de ruptures d'AGE entières. (les AGE, Assemblées Générales des Étudiants, sont les sections d'Université des UNEF). Pour faire face à cette crise mettant en cause leur capacité même de contrôler les masses étudiantes en les enfermant dans le cadre de la cogestion (c'est-à-dire de la prise en charge par les organisations syndicales elles-mêmes des réformes voulues par la bourgeoisie dans le cadre des conseils de gestion des Universités), les appareils affaiblis n'ont vu d'autre issue que d'imposer une réunification des deux UNEF contre la volonté de la base. Cela a conduit à l'explosion de l'UNEF, nombre d'AGE refusant la pseudo-réunification décidée au sommet. La persistance d'un certain nombre de syndicats locaux de lutte, dus à la volonté acharnée de militants de continuer à combattre, ne pesait certes en elle-même pas bien lourd à l'échelle nationale, mais c'était là préserver certains gages pour l'avenir. En attendant, les étudiants restaient une grande masse d'individus,

atomisés alors même que les gouvernements de « gauche » comme de droite au service du patronat accélèrent leur offensive contre leurs droits.

### **Les luttes étudiantes entravées par l'absence d'un syndicat de lutte de classes au niveau national**

L'année 2002-2003 a démontré avec une acuité terrible que, face à l'offensive bien organisée du patronat et du gouvernement et à la collaboration complète des appareils sans troupes, les mobilisations des étudiants ne pourraient se développer largement sans véritable syndicat de lutte organisant la défense de leurs intérêts matériels et moraux et que, même si elles se développaient de façon importante sur certaines Universités, elles ne pourraient, sans un tel syndicat, gagner que des miettes. En effet, d'un côté, le gouvernement a recours à une méthode désormais largement éprouvée contre la classe ouvrière (en particulier avec les lois Aubry conçues pour s'appliquer entreprise par entreprise) : il se borne à fixer un cadre national et fait appliquer sa réforme réactionnaire Université par Université, atomisant la résistance des étudiants tout en aggravant l'« autonomie ». De l'autre, les bureaucrates de l'UNEF (réduite aux débris des appareils du PS et du PCF — sans oublier la LCR) et du SNESup (le syndicat co-gestionnaire des enseignants du supérieur dirigé par le PCF), ont aidé le gouvernement à faire passer son plan : en refusant d'exiger l'abrogation des décrets Lang ECTS-LMD et en demandant au lieu de cela des « garanties » directement contradictoires avec ces décrets (notamment le maintien du cadre national des diplômes), ils ont laissé croire aux étudiants qu'il serait possible d'amender cette réforme réactionnaire, entravant leur mobilisation. Pratiquant le double langage, ils n'ont le plus souvent même pas mis en œuvre leur « ligne » nationale officielle (non-application des décrets ECTS-LMD), refusant de voter dans les conseils d'administration les motions qui demandaient la non-application. Finalement, ils ont gauchi brusquement leur discours lorsque les étudiants ont commencé à se mobiliser en mai dans le cadre de la montée vers la grève générale, pour mieux

participer au contrôle et à canalisation de celle-ci.

La mobilisation étudiante contre les réformes avait commencé à se développer sur plusieurs Universités en novembre-décembre 2002, en particulier à Besançon, Montpellier-III, Toulouse-Le Mirail et Paris-I-Tolbiac, en relation avec les premières mobilisations enseignantes et la lutte des étudiants-surveillants contre la destruction de leur statut (MI-SE). Le 25 octobre, les étudiants de Montpellier-III parvenaient à empêcher la tenue d'un Conseil d'administration qui devait voter l'application de la réforme, notamment à l'initiative du SEUL-FSE (Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque-Fédération Syndicale Étudiante de Montpellier). Des actions similaires furent réalisées ensuite dans d'autres Universités, notamment à Dijon, à Paris-I et à Besançon. Le 5 novembre, les étudiants de Toulouse-Le Mirail, réunis à l'appel de l'AGET-SE (Assemblée Générale des Étudiants de Toulouse-Solidarité Étudiante) votaient la grève. Les Assemblées générales réunirent entre 1000 et 2000 étudiants. Ce fut une grève avec des piquets de grève durs (bloquant l'Université). La plate-forme de revendications votée à Toulouse exigeait notamment : « *Contre la privatisation en cours de l'enseignement supérieur. Pour un véritable service public d'éducation. Abrogation des ECTS et du 3/5/8. Maintien du cadre national des diplômes et leur reconnaissance au niveau européen. Gratuité de l'enseignement. Maintien et embauche massive de MI-SE (surveillants). Construction conséquente de logements étudiants.* » La grève, qui aura duré en tout plus d'un mois et demi et entraîné des milliers d'étudiants, aura permis d'obtenir un moratoire de deux ans sur l'application de la réforme ECTS-LMD à Toulouse-Le-Mirail. Cela montre à la fois qu'il est possible, en construisant un rapport de force massif, d'imposer des reculs à l'administration, mais aussi à quel point, en l'absence d'un vrai syndicat étudiant de lutte de classes au niveau national, il ne sera possible que de retarder l'échéance, et non de gagner sur l'abrogation des décrets ECTS-LMD et de toutes les réformes.

Les mobilisations de mai-juin 2003 contre la réforme des retraites, la réforme ECTS-LMD et la réforme Ferry, ont touché un nombre plus important d'Universités qu'en



novembre-décembre, notamment Perpignan, Nice, Rennes I et II, Brest, Paris I, Toulouse-Le Mirail, Toulouse-Paul-Sabatier, Aix-Marseille, Avignon, etc. Toutes ces mobilisations de 2002-2003 montrent que les étudiants sont prêts à combattre en masse pour leurs droits, pour défaire les réformes réactionnaires du gouvernement, pour lier leur combat à celui des travailleurs salariés. Mais toutes se sont heurtées aux mêmes obstacles : les appareils de l'UNEF, du SNESup et des syndicats IATOS. Pour que les étudiants puissent surmonter ces obstacles, ils doivent combattre tous ensemble à l'échelle du pays aux côtés du prolétariat. Pour cela, il leur faut un syndicat, un vrai syndicat indépendant et démocratique, un syndicat national de lutte de classes.

### **Les étudiants ont besoin d'un syndicat de lutte de classes : vers un nouveau syndicat étudiant**

Les deux millions d'étudiants recensés en France sont en grande majorité des travailleurs intellectuels et/ou manuels en formation : leurs intérêts sont donc indissolublement liés à ceux des travailleurs salariés. Par exemple, lorsque le gouvernement attaque les retraites des travailleurs salariés, il s'attaque également à la plupart des étudiants, qui sont de futurs travailleurs salariés ; lorsqu'il s'en prend au caractère national des diplômes, il frappe de plein fouet les étudiants en tant que tels et en tant que futurs travailleurs salariés, car il existe un lien essentiel entre les diplômes nationaux et les conventions collectives, statuts de la fonction publique et des entreprises publiques. Les acquis des étudiants comme ceux des travailleurs salariés sont en

permanence remis en cause par la logique même du mode de production capitaliste et en particulier violemment attaqués par les contre-réformes en cours. C'est pourquoi les étudiants ont, comme les travailleurs salariés, besoin d'une organisation pour défendre leurs intérêts matériels et moraux, d'une organisation qui puisse les rassembler en masse, donc d'une organisation qui les unisse indépendamment de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Mais en même temps cette organisation ne saurait prétendre défendre réellement les intérêts matériels et moraux des étudiants, si elle ne s'inscrit pas clairement dans la lutte de classes du côté du prolétariat et de tous les opprimés, si elle ne fait pas de l'unité des luttes étudiantes avec celles des travailleurs une orientation permanente — en un mot si elle n'est pas clairement anti-capitaliste et, par conséquent, internationaliste.

Bien évidemment, s'il existait déjà un syndicat étudiant de masses, même dirigé par des bureaucrates réformistes comme c'est le cas chez les salariés, il serait assurément du devoir des communistes révolutionnaires internationalistes d'intervenir dans ce syndicat pour contribuer à développer des luttes étudiantes en relation avec les luttes ouvrières et pour aider les étudiants à affronter et à vaincre les bureaucrates dirigeant le syndicat. Mais il n'y a plus aujourd'hui chez les étudiants un tel syndicat de masse. La crise de décomposition des ex-partis ouvriers bourgeois et leur politique de trahison ont abouti à détruire comme syndicats les ex-syndicats étudiants qu'ils dirigeaient. Aujourd'hui, l'Unef se réduit aux débris d'un appareil bureaucratique, composé principalement d'élus dans les conseils

de co-gestion, sans aucune base de masse réelle parmi les étudiants. Il n'y a dès lors plus aucun sens à intervenir dans une telle organisation désertée par les étudiants eux-mêmes. Car, si c'est assurément inadmissible pour des révolutionnaires d'abandonner les masses à l'influence des bureaucrates, il ne serait pas plus acceptable pour eux de perdre leur temps dans un face à face stérile avec ces bureaucrates : on ne peut en aucun cas convaincre les bureaucrates, mais seulement aider les masses à les vaincre. C'est pourquoi, avec des dizaines d'autres militants de sensibilités politiques diverses, les militants étudiants du Groupe CRI ont décidé de contribuer énergiquement à la construction d'un nouveau syndicat étudiant de lutte de classes, anti-capitaliste, de masse — comme les militants marxistes ont jadis travaillé dans chaque pays à la construction de syndicats ouvriers de masse, quand il n'y en avait pas encore, par exemple en France, où ils ont joué aux côtés d'autres militants ouvriers un rôle important dans la fondation de la CGT en 1895.

C'est dans le but de poser les bases d'un tel syndicat que les sections de la FSE (Fédération Syndicale Etudiante) en particulier Caen, Paris-III, Besançon et Montpellier, de SE (Solidarité Etudiante) Toulouse, Limoges et Pau, ainsi que Oxygène-Résistance Syndicale-Paris I, se sont réunis à trois reprises en intersyndicale à Toulouse (février), Limoges (avril), et Caen (mai). Le Congrès de fondation de ce nouveau syndicat de lutte devrait avoir lieu les 5 et 6 juillet prochain à Limoges.

**Antoni Mivani**

## **CÔTE D'IVOIRE : QUATRE MOIS APRÈS MARCOUSSIS, OÙ EN EST-ON ?**

*Plus de quatre mois après les accords de Marcoussis, censés résoudre la crise ivoirienne ouverte par les événements de septembre 2002 (voir Le Cri des travailleurs n°1), nous revenons sur les tenants et aboutissants de cette prétendue « sortie de crise ».*

Les accords de Marcoussis ont marqué un changement d'attitude important de la part de l'impérialisme français dans ce qu'il considère encore comme son pré carré. Les intérêts économiques français en Côte d'Ivoire sont énormes, aussi bien par la

multitude de PME françaises qui y sont installées que par les grands groupes industriels (Bouygues, Bolloré...) qui ont raflé l'essentiel des marchés ivoiriens pendant les processus de privatisations (eau, électricité, transports ferroviaires...). Le climat de violences ouvert par les événements de septembre 2002, avec le soutien des voisins de la Côte d'Ivoire, principalement le Liberia, relais supposé de l'impérialisme concurrent américain, a donc eu un impact négatif important pour ces entreprises françaises et provoqué l'intervention militaire de la puissance

coloniale pour sécuriser la « zone utile », c'est-à-dire le Sud du pays. Si, dans un premier temps, l'armée française a fourni un soutien, direct ou par bienveillance, aux troupes dites loyalistes du président Gbagbo pour réprimer les troupes rebelles du Nord et de l'Ouest, l'incapacité du gouvernement en place à obtenir un retour au calme nécessaire aux entreprises françaises pour continuer leur pillage des richesses du pays, a provoqué le tournant diplomatique exprimé par les accords de Marcoussis. Quitte à provoquer la colère du clan Gbagbo, la France mise

dorénavant sur la constitution d'un gouvernement de réconciliation nationale pour préserver ses intérêts.

### **Un affrontement entre deux cliques**

C'est ainsi qu'il a été demandé au nouveau Premier ministre ivoirien Seydou Diarra de constituer un gouvernement d'union nationale, regroupant les forces politiques jusque là ennemies, le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo et le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) de Guillaume Soro, le principal mouvement rebelle. Plus de quatre mois après, ce gouvernement n'est toujours pas définitivement constitué, les postes sensibles de ministre de l'intérieur et ministre de la défense, promis au MPCI lors des accords de Marcoussis, constituant toujours un point d'achoppement. Les grands gagnants de cette lutte de cliques sont tout de même les mouvements ex-rebelles, littéralement achetés grâce aux places dans les ministères et aux avantages matériels qui y sont associés. L'armée française, toujours présente sur place, ne cesse de rappeler à ces ministres de l'opposition qu'ils lui sont redevables : ce sont les troupes françaises qui assurent leur sécurité dans un climat toujours loin d'être apaisé. Le clan Gbagbo, en effet, n'a pas renoncé à retrouver l'ensemble du pouvoir, et se prépare en conséquence, avec l'appui du mouvement des « jeunes patriotes », instrumentalisé par Simone Gbagbo, femme du président et chef de file du FPI à l'assemblée, mais aussi de milices armées. L'opposition,

espérant en obtenir plus encore par les mêmes méthodes de violences, fourbit également ses armes. Et ces accords de paix semblent signifier dans les faits une veille de guerre.

### **Quelles conséquences pour les travailleurs de Côte d'Ivoire ?**

La crise économique exacerbée par les affrontements touche avant tout les travailleurs. Les entreprises présentes en Côte d'Ivoire leur ont fait payer le prix fort, en en jetant des milliers vers le chômage et en diminuant fortement les salaires de ceux qui ont pu conserver leur emploi. Non contentes de profiter de la crise pour justifier ces mesures, certaines entreprises (Sitarail par exemple, la compagnie ferroviaire, qui est dans le giron du groupe Bolloré) réclament à l'État ivoirien, déjà surendetté, une indemnisation pour le manque à gagner engendré par le conflit. Ceci ne fait que peser un peu plus dans le sens de l'abandon des missions de l'État envers la population : après avoir bradé les services publics aux multinationales, le gouvernement ivoirien délaisse le reste de ses prérogatives, dont le paiement de ses fonctionnaires, au profit de la course à l'armement (déjà plus de dix milliards de francs CFA dépensés), auquel s'ajoute bien sûr le paiement de la dette.

Le pouvoir tente de faire passer cette politique anti-ouvrière en divisant les travailleurs de Côte d'Ivoire. Les travailleurs étrangers (principalement burkinabé et maliens) sont désignés comme responsables de la misère qui s'installe, y compris par certaines directions syndicales comme

celle de Dignité, la centrale syndicale proche du pouvoir. Dans la droite ligne de toute la politique de l'« ivoirité », il s'ensuit pour la population étrangère de la région d'Abidjan les pires vexations, avec les multiples contrôles et rackets dont elle est victime. Ce climat de violence envers la population s'accompagne également de restriction des libertés (interdiction de manifester), jusqu'au meurtre d'opposants par les escadrons de la mort. Cette politique de xénophobie, qui dure maintenant depuis des années, avait tout d'abord fait naître chez les populations originaires du Nord présentes à Abidjan un espoir envers le mouvement de rébellion, qui se présentait comme un recours contre le pouvoir dictatorial de Laurent Gbagbo. Mais dans les zones contrôlées par les forces rebelles se produisent les mêmes exactions et rackets qu'à Abidjan, perpétrés par des bandes armées utilisées par les chefs rebelles pour accéder aux portes du pouvoir avant que ceux-ci les laissent se payer sur le dos de la population.

Ce ne sont donc ni les forces loyalistes, ni les forces rebelles, qui permettront au peuple de Côte d'Ivoire de s'affranchir de l'exploitation qu'il subit de la part de l'impérialisme et de ses relais ivoiriens. Ce n'est qu'en imposant l'unité de la classe ouvrière, sans distinction d'origine, combattant pour cela au besoin leurs directions syndicales, que les travailleurs de Côte d'Ivoire pourront imposer leurs revendications, premier pas vers l'émancipation du joug impérialiste.

**Frédéric Traille**

## **PALESTINE : L'IMPASSE DE LA « FEUILLE DE ROUTE » IMPÉRIALISTE**

*Après la guerre en Irak, la question du règlement du conflit israélo-palestinien semble à nouveau être au centre des préoccupations de la « communauté internationale ». Le quartet composé des États-Unis, de la Russie, de l'Union européenne et de l'ONU a en effet proposé une « feuille de route » censée tracer la voie, dates à l'appui, vers une issue de ce conflit.*

### **Une nouvelle capitulation de l'« Autorité palestinienne »**

Mais dès ses préambules, cette feuille de route se dirige vers la même impasse que celle des accords d'Oslo, signés il y a dix ans dans ce même climat d'unanimité internationale.

L'objectif officiel est la création d'un État palestinien à côté de (ou plutôt imbriqué dans) l'État d'Israël. Les obstacles à cet objectif sont aussi désignés : il s'agirait de la violence et du terrorisme des Palestiniens. De ces préambules viciés découlent des solutions à l'avenant : dans une première phase, l'Autorité palestinienne devrait désarmer les mouvements de résistance et stopper les attentats sur le territoire israélien pendant qu'Israël démantèlerait les « implantations juives sauvages » installées après 2001. Si ces « progrès » sont effectués, pourra être proclamé dans une seconde phase un État palestinien aux frontières provisoires, avec l'appui des

puissances impérialistes coupables ou complices de la situation depuis plus de cinquante ans. En 2005, une fois cet État créé, et donc la population palestinienne désarmée par sa propre bourgeoisie et coupée des Arabes d'Israël, il sera envisagé un règlement « juste et réaliste » des questions des frontières définitives, des réfugiés ou du statut de Jérusalem.

Le premier ministre israélien Ariel Sharon, malgré l'opposition des fanatiques du Grand Israël dans son propre parti, le Likoud, qui ne peuvent concevoir la présence de Palestiniens sur la rive ouest du Jourdain, a exprimé l'accord de son gouvernement avec cette feuille de route, toutefois accompagné de quatorze réserves,

tenues secrètes pour la plupart. Celles-ci indiquent essentiellement quelles éventuelles futures concessions seraient inacceptables pour Israël, elles excluent en particulier tout droit au retour des Palestiniens chassés depuis 1948. Mais, sous la pression des États-Unis, et devant la résistance persistante des Palestiniens face à l'occupation israélienne, l'intérêt d'une collaboration de l'Autorité palestinienne pour réprimer cette résistance a bien été compris par Sharon. Les contreparties sont en effet bien faibles : en évoquant le démantèlement des seules colonies fondées après 2001, cette feuille de route s'avance vers la reconnaissance de toutes les extensions territoriales qui ont eu lieu avant cette date.

Il est donc clair que l'acceptation de ce plan lors du sommet d'Akaba par Mahmoud Abbas, est un nouveau renoncement au combat pour les droits élémentaires du peuple palestinien. D'ailleurs le nouveau « Premier ministre », fraîchement nommé au mépris de toute souveraineté palestinienne pour marginaliser un Yasser Arafat pas assez prompt à accepter la défaite totale de la cause palestinienne après sa première capitulation d'Oslo, est connu pour s'être opposé dès le début de la « seconde Intifada » au mouvement de résistance palestinien. Quel sens pourra avoir un État palestinien sans continuité territoriale, collection de bantoustans entourés de barrières et de miradors ? Selon les mots de Méron Benvenisti, ancien maire adjoint de

Jérusalem, il ne s'agirait que d'un « camp de concentration » où s'entasseraient les Palestiniens, désarmés par leur propre bourgeoisie capitularde, et privés du contrôle des ressources vitales (en premier lieu l'eau) aux mains de l'État d'Israël.

### Quelle solution juste et réaliste ?

La paix en Palestine ne peut passer que par le droit au retour des réfugiés palestiniens chassés depuis 1948 et l'égalité des droits pour les Arabes d'Israël. Ni le gouvernement sioniste de Sharon, ni les bourgeoisies arabes de Palestine et des pays voisins n'avanceront dans cette voie. L'existence même de l'État colonial sioniste et de son inévitable corollaire, les bantoustans concédés à la bourgeoisie palestinienne, est la négation des droits nationaux du peuple palestinien (droit au retour pour tous les réfugiés, droit à la souveraineté nationale, etc.). C'est aussi la négation des libertés démocratiques les plus élémentaires : inégalité des citoyens juifs et arabes devant la loi, arrestation et détention de prisonniers politiques palestiniens en toute impunité dans l'État d'Israël ; répression féroce de tous les opposants, musellement de la presse et manipulation des élections avec la complicité de Washington dans les territoires contrôlés par l'« Autorité palestinienne ». Enfin, l'existence même de l'État sioniste signifie l'exploitation et l'oppression sociale maximales (chômage, misère, déni des

droits sociaux...) de la majorité de la population, et pas seulement des Arabes. Dès lors, il n'y a pas d'autre solution viable à la crise qui ensanglante le Moyen-Orient, il n'y a pas d'autre solution réaliste pour réaliser la paix et la sécurité de tous les citoyens, donc pour satisfaire les droits nationaux, démocratiques et sociaux en Palestine, que la destruction de l'État colonial sioniste et la construction d'une République laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine.

Or seule la classe ouvrière de toute la Palestine, seuls les travailleurs unis quelle que soit leur origine, entraînant les masses opprimées de Palestine, sont à même de mener ce combat. Car le combat contre l'État sioniste ne peut être mené jusqu'au bout que par la classe sociale qui, quelle que soit l'origine de ses membres, a objectivement intérêt à en finir avec l'impérialisme, le colonialisme et le racisme en général, dont l'État sioniste est le représentant au Moyen-Orient ; et le combat pour une République palestinienne ne peut aboutir que si celle-ci est construite et dirigée par les travailleurs eux-mêmes réalisant jusqu'au bout toutes leurs revendications et aspirations, en étroite collaboration avec les classes ouvrières des autres pays du Moyen-Orient, construisant ensemble une fédération des Républiques ouvrières de la région. Ici comme ailleurs, cette voie est naturellement celle du socialisme.

**Frédéric Traille**

## HISTOIRE

### PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE (II) : ESSOR ET ÉCHEC DE LA DEUXIÈME RÉVOLUTION (1921-1927)

*On l'a vu dans notre précédent numéro, entre 1921 et 1924, le parti communiste chinois (PCC) se construit à une vitesse extrêmement rapide, grâce à la décision de ses dirigeants (qui, au départ, étaient tous des intellectuels) et de l'Internationale communiste (IC) de le développer en l'implantant dans la jeune classe ouvrière chinoise et en suivant une orientation marxiste révolutionnaire, avec d'autant plus de succès qu'il n'y avait pas en Chine l'obstacle de la social-*

*démocratie et du réformisme ouvrier. De fait, le PCC joue un rôle décisif dans la construction même du mouvement ouvrier en Chine, dans son organisation, dans son unification. Il anime le syndicat national des travailleurs chinois dont le premier congrès se déroule en 1922 à Canton et qui atteint en 1925 un demi million d'adhérents (la population ouvrière chinoise au sens strict compte alors deux millions d'individus). Ses militants tiennent une place essentielle dans les*

*grèves nombreuses qui ont lieu au cours de cette période, ils dirigent en 1924 la grève-boycott de Canton et conduisent victorieusement la grève des cotonniers de Shanghai.*

*Nous avons vu également que la répression gouvernementale et patronale rend extrêmement difficile l'activité du mouvement ouvrier qui, encore faible et peu expérimenté, connaît une certaine stagnation à partir de la répression de la grève des chemins de fer de février 1923. Or cette*

situation est l'une des causes du virage stratégique décidé par l'Internationale communiste (IC), qui s'avérera crucial pour toute l'histoire du PCC et de la révolution chinoise : l'alliance avec le parti nationaliste bourgeois Kuomintang (KMT), scellée en janvier 1924. Dès 1922, Maring, représentant de l'IC en Chine, avait demandé aux dirigeants du PCC d'adhérer individuellement et de faire adhérer leurs militants au KMT. Mais, en janvier 1924, cela devient une alliance organique (qui n'est pas cependant une fusion), destinée à conquérir la Chine du Nord et mettre en place un gouvernement républicain et réformateur. L'alliance se fait aux conditions drastiques imposées par le KMT. Les communistes n'ont pas le droit de constituer une tendance, ni même de défendre leur programme à l'intérieur du parti. En contrepartie, le KMT fait entrer sept d'entre eux dans son comité central. Tout en continuant de progresser, le PCC, formellement maintenu, cesse d'intervenir en tant que parti indépendant, voire d'apparaître publiquement comme parti.

### **Révolution bourgeoise ou révolution socialiste ?**

Il n'y avait pas encore, à cette époque, de vrai débat sur ce sujet au sein de l'Internationale. Trotsky était hostile à cette entrée dans le KMT, mais il n'en avait pas fait un cheval de bataille et ne s'intéressa pas particulièrement à la question chinoise pendant plusieurs années. Pour Maring et les dirigeants de l'IC chargés de la Chine, le virage stratégique de 1924 s'imposait à la fois en raison des circonstances (la répression féroce contre le mouvement ouvrier) et par l'objectif de nouer des liens avec les masses urbaines qui voyaient dans le mouvement nationaliste la direction de leur combat. Mais, plus fondamentalement, ces dirigeants restaient prisonniers d'une vision mécaniste de l'histoire, semi-menchevik, selon

laquelle la période historique en Chine était à l'« étape » de la conquête du pouvoir par la bourgeoisie nationaliste contre le féodalisme et l'impérialisme, le prolétariat devant dès lors avoir pour principal objectif immédiat le soutien et l'aide à la réalisation de ces tâches de la bourgeoisie nationaliste.

Certes, le programme du KMT étant clairement anti-féodal et anti-impérialiste, une alliance avec ce parti devait être un élément de la stratégie d'ensemble du parti communiste. Mais elle ne pouvait être que tactique et ponctuelle, contre l'impérialisme qui pillait la nation et contre les seigneurs féodaux qui mettaient le pays à feu et à sang. Elle ne devait nullement empêcher les communistes de continuer à construire leur propre organisation sur la base de leur programme et de brandir ainsi le drapeau de la révolution socialiste. Lénine, dans le rapport de la commission nationale et coloniale au IIe Congrès de l'IC, soulignait que les communistes ne devaient soutenir les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que si ces mouvements étaient réellement révolutionnaires, et si leurs représentants ne mettaient pas d'entrave à l'organisation, dans un esprit révolutionnaire, de la paysannerie et des masses exploitées. Si dans son premier stade la révolution pouvait avoir, dans les pays arriérés économiquement et socialement, un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres, pour Lénine, le devoir absolu des partis communistes était néanmoins de faire, partout, de la propagande en faveur des soviets ouvriers et paysans. Or il y avait à cette date plus de deux millions d'ouvriers en Chine et tous les éléments étaient réunis pour un soulèvement à la fois prolétarien et paysan, sous la direction de la classe ouvrière, dont la révolution russe avait donné la première illustration victorieuse.

### **La trahison stalinienne des principes du bolchevisme**

Boukharine, Staline et les dirigeants de l'IC, à la différence de Lénine, jugeaient inopportun de lancer le mot d'ordre d'organisation des soviets paysans dans les campagnes chinoises. En fait, ils renonçaient de plus en plus à toute stratégie réellement révolutionnaire, au nom de la prétendue théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays », produite par Boukharine et Staline à la fin de 1924. De plus en plus, l'IC devenait pour eux un instrument au service des intérêts diplomatiques de l'U.R.S.S., c'est-à-dire avant tout des intérêts et des privilèges de la bureaucratie soviétique aspirant à la stabilisation de ses positions et de son pouvoir.

Or le PCC était dirigé en fait directement par les chefs de l'IC qui lui accordaient une importance toute particulière, en veillant à sa subordination complète au KMT et à Tchang-Kaï-Tchek, avec lequel l'État soviétique avait passé toute une série d'accords économiques, politiques et militaires. Dès lors, les couches supérieures du parti eurent de moins en moins confiance dans le prolétariat et dans la paysannerie, elles ne crurent pas à la possibilité d'une trans-croissance de la révolution chinoise ouvrière et paysanne, dirigée par le prolétariat, en révolution socialiste. L'appareil du PCC devint ainsi un obstacle dans la construction du parti et de la voie révolutionnaires<sup>1</sup>. Il dénonçait par exemple avec virulence ce qu'il appelait les « illusions » des ouvriers et des paysans. Or, quelles étaient ces prétendues « illusions » ? Les revendications « trop grandes », les piquets de grève ouvriers, la confiscation des terres par les paysans ! La direction du PCC, engagée toujours plus loin

<sup>1</sup> L'analyse qui suit s'appuie en particulier sur la lettre très critique de trois membres de la mission de l'IC en Chine (Nazonov, Forkine et Albrecht) auprès du Comité Exécutif de l'IC, datée du 17 mars 1927 (cette lettre ne fut pas publiée en URSS à l'époque, la direction stalinienne de l'IC ayant jeté sur elle un silence total) (Cf. Pierre Broué éd., *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI.)

dans son alliance avec le KMT, craignait de lui déplaire et se contentait de lui servir de flanc gauche. Elle subordonnait ainsi les intérêts des ouvriers et de la paysannerie à ceux de la bourgeoisie, se livrant aux combinaisons par en haut, allant jusqu'aux marchandages et aux compromissions. Elle laissa alors échapper des moments historiques exceptionnellement favorables à la révolution.

Ce gâchis est d'autant plus terrible que le PCC était alors un parti comptant 50 000 membres environ en 1927, jouissant d'une influence qui s'étendait à des millions d'ouvriers et de paysans. Mais l'appareil, issu de l'intelligentsia petite-bourgeoise radicalisée après le mouvement nationaliste du 4 mai 1919, mais très peu formée au marxisme et pas du tout bolchevisme, n'admettait pas d'ouvriers dans la direction, tout comme il redoutait le mouvement paysan. Il estimait qu'il ne servait à rien aux paysans de s'armer et prônait le front unique dans les campagnes avec les « bons gentry » et les moyens propriétaires fonciers. Et, au cours de ces années de guerre civile et de combats sociaux violents<sup>2</sup>, le parti ne constitua pas de milices ouvrières armées autonomes, se subordonnant entièrement à l'armée nationaliste.

### **La répression sanglante du mouvement ouvrier par Tchang Kaï Tchek**

La lutte de classes se chargea de modifier, en les clarifiant, les rapports entre communistes et nationalistes. En 1926, le comité de grève des ouvriers de Canton constitua le premier soviet chinois, avec ses milices, ses tribunaux et tous les attributs d'un deuxième pouvoir. Cette montée du mouvement des masses inquiétait

<sup>2</sup> En mai 1925, par exemple, eurent lieu de graves incidents à Shanghai, une grève fut réprimée dans le sang, ce qui suscita un mouvement d'indignation dans les grandes villes du pays et certaines campagnes avec meetings, défilés, grèves, boycott antijaponais et antibritannique.

les possédants, et l'influence acquise par les communistes provoqua dans le KMT un regroupement « de droite ». Tchang-Kaï-Tchek, l'un de ses principaux dirigeants, était excédé par la croissance et par la propagande du PCC. En juillet 1926, Tchang proclama la loi martiale et assimila la grève à un acte de sabotage. Or, même dans ce contexte de répression organisée par les gouvernements nationalistes qui tenaient le Sud de la Chine, les communistes chinois continuaient à adhérer au KMT où toute organisation de fraction ou même de tendance leur était interdite !

Dans les derniers mois de 1926 et les premières semaines de 1927, l'avance vers le Nord de l'« armée révolutionnaire » de Tchang-Kaï-Tchek galvanisa le moral des ouvriers des grandes villes comme des paysans pauvres qui n'avaient pu encore éprouver sa véritable signification sociale. Le 19 février 1927, alors que son avant-garde n'était plus qu'à une cinquantaine de kilomètres de Shanghai, les syndicats de la ville, dirigés par les communistes, déclenchèrent une grève générale que le commandant de la place, le général Li, réprima férocement. Des centaines d'ouvriers furent arrêtés et exécutés pour avoir manifesté leur sympathie à l'égard de l'armée nationaliste ou pour avoir participé à la grève. Le 22 mars, les ouvriers commencèrent le soulèvement armé qui devait ouvrir à Tchang-Kaï-Tchek les portes de Shanghai ; le 24, ils furent écrasés et la grève prit fin. Pendant ce temps, l'armée de Tchang-Kaï-Tchek avait cessé d'avancer, probablement aux termes d'un accord avec le général Li, qui deviendra peu après commandant d'armée sous les ordres de Tchang-Kaï-Tchek. Elle ne reprit sa progression qu'à la mi-mars. La grève et les combats armés recommencèrent. C'est seulement le 26 mars, lorsqu'il devint évident que l'insurrection ouvrière allait triompher, que les troupes de Tchang-Kaï-Tchek firent leur entrée dans Shanghai. Tchang-Kaï-Tchek n'eut dès lors qu'un

souci : rassurer les représentants des puissances et faire valoir « l'ordre et la loi ». Le 6 avril, il ordonna le désarmement des détachements ouvriers qui avaient conduit l'insurrection. Le 12, ses troupes de choc, recrutées dans les bas-fonds et le *lumpenprolétariat*, occupaient les locaux des organisations ouvrières. La grève générale improvisée en guise de riposte fut noyée dans le sang. C'est par milliers que les militants ouvriers furent traqués et abattus. Malraux (qui était alors par ailleurs l'un de ces nombreux « amis de l'U.R.S.S. » fermant les yeux, au nom de la construction du socialisme dans un seul pays, sur les crimes de Staline et de la bureaucratie) a décrit dans *La condition humaine* ces communistes jetés vivants dans les chaudières des locomotives. Le PCC fut décimé. Les survivants se replièrent dans les campagnes.

### **Analyse de l'échec**

L'Opposition de gauche menée par Trotsky pressentit le désastre dont allait accoucher l'alliance *organique* du PCC avec la bourgeoisie nationaliste. Trotsky écrivait le 3 avril 1927, de manière prémonitoire : « *Continuer la politique d'un parti communiste dépendant, fournir des ouvriers au Kuomintang, c'est préparer les conditions de l'établissement triomphant d'une dictature fasciste en Chine* ». L'histoire l'apprenait, les mouvements d'émancipation nationale qui ne se transforment pas en révolution socialiste s'engagent inévitablement dans la voie de la réaction bourgeoise (en Turquie, Kemal Pacha venait ainsi de faire égorger les militants communistes, réduisant le mouvement ouvrier à l'illégalité et soutenant la bourgeoisie et les paysans riches)<sup>3</sup>.

L'IC dirigée par Boukharine et Staline, et les dirigeants du PCC se berçaient de l'illusion que les

<sup>3</sup> Thèses de Zinoviev au Bureau politique du PC soviétique, 14 avril 1927. Les lignes qui suivent s'inspirent de ces thèses de Zinoviev, qui avait rejoint alors l'Opposition du PC soviétique.

nationalistes différaient fondamentalement et socialement de la bourgeoisie compradore. Or, tout l'appareil du gouvernement national et du KMT était attaché par des milliers de liens à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers. L'existence des syndicats ouvriers n'était même pas reconnue par les gouvernements nationalistes locaux et les organisations ouvrières étaient considérées comme illégales. Loin d'assurer à l'ouvrier la journée de huit heures, la révolution nationaliste ne lui avait pas procuré un seul jour de repos par semaine. Elle ne lui avait pas davantage donné de législation sociale. Maître et fabricant pouvaient encore infliger aux coolies des châtimements corporels.

La presse communiste et celle des PC en URSS et ailleurs continuaient pourtant, dans ces conditions, de défendre la ligne du « Bloc des quatre classes » (ouvriers, paysans, classes moyennes, bourgeoisie non-compradore)<sup>4</sup>. « *Comme si le marxisme était révoqué en Chine et comme si un gouvernement situé au-dessus des classes pouvait exister !* » (Zinoviev). Le PCC cachait son existence propre derrière le Kuomintang, dans lequel il se fondait au point d'y être assimilé. Dans l'agitation parmi les masses, c'était presque toujours au nom du KMT, et non pas au nom de leur propre parti, que parlaient les communistes. Ils négligeaient d'avoir leur journal régulier. Ils taisaient même les fusillades d'ouvriers et de paysans par le KMT. Les dirigeants du PCC, au lieu de le démasquer impitoyablement et de s'en

désolidariser, s'étaient couchés devant le parti bourgeois.

Dans la lutte de classes, la bourgeoisie nationaliste sut reconnaître les siens. Elle n'hésita pas devant l'alliance avec les impérialistes et la bourgeoisie compradore pour massacrer les ouvriers. Trotsky le notait en mai 1927 : « *Tout ce qui relève la foule opprimée des travailleurs pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance militaire déclarée à l'impérialisme. La bourgeoisie chinoise a toujours derrière elle un arrière solide en la personne de l'impérialisme, toujours disposé à l'aider contre les ouvriers et les paysans chinois de son argent, de ses marchandises et de ses obus* »<sup>5</sup>.

(À suivre)

**Laura Fonteyn**

---

<sup>4</sup> L'organe des communistes allemands, *Die rote Fahne*, publia le 17 mars 1927 un portrait de Tchang-Kaï-Tchek, présenté comme le chef des ouvriers révolutionnaires chinois. Chen-Du-Xiu, le secrétaire général du PCC (et qui deviendra plus tard trotskyste), déclara le 5 avril 1927 : « *Bien que nos opinions essentielles ne soient pas en tous points semblables, nous devons être unis. Il apparaît que le PCC n'a de désaccords avec le KMT que sur des questions de détail* ». (Cf. Pierre Broué, *op. cit.*).

---

<sup>5</sup> Trotsky, *La révolution chinoise et les thèses de Staline*, 7 mai 1927.

*Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !*

# Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (*Communiste Révolutionnaire Internationaliste*)

N°5-6. Juin-Juillet 2003 (numéro double spécial). Prix : 1 €.

---

***numéro spécial***

## Mouvement de mai-juin 2003

Premier bilan, premières perspectives

La montée vers la grève générale trahie par les dirigeants CGT, FO et FSU (*p. 3 à 9*)

Remarques critiques sur la politique de LO, de la LCR et du PT

Des militants aux avant-postes... mais des directions flancs gardes des appareils (*p. 9 à 20*)

Halte à la répression !

Dirigeants des organisations ouvrières, ne laissez pas réprimer les grévistes et manifestants (*p. 21*)

Également au sommaire...

Qui sommes-nous ? (Groupe CRI) (*p. 2*)

L'autre plan Fillon : le R.M.A. (Revenu minimum d'activité) (*p. 22*)

Pour le droit au travail (*p. 22-23*)

Vers la fondation d'un nouveau syndicat national étudiant (*p. 23-26*)

Côte d'Ivoire : Quatre mois après Marcoussis, où en est-on ? (*p. 27*)

Palestine : L'impasse de la « feuille de route » impérialiste (*p. 28*)

Histoire : La révolution chinoise (II) : essor et échec de la deuxième révolution (1921-1927) (*p. 29-31*)